



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 27 novembre 2017**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Avant de passer à l'ordre du jour, je vous donnerai quelques informations utiles à ce Conseil. Mademoiselle Bodkin va procéder à l'appel.

Madame Bodkin procède à l'appel.

Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons valablement délibérer.

Avant de vous donner plus amples informations et d'aborder l'ordre du jour, je voudrais que nous observions ensemble une minute de silence en la mémoire de notre ami François Barbance qui nous a quittés voici quelques heures. Ancien directeur d'Enjoy, du Zénith, du Corum, de l'Arena, du Parc des expositions. Nous présentons à son épouse, à sa famille ainsi qu'à ses proches les condoléances attristées du Conseil métropolitain. Il a été un grand serviteur de la Métropole, de l'Agglomération et de la Ville. Je vous propose de faire, en sa mémoire, une minute de silence.

(une minute de silence est observée)

Je vais vous faire part de quelques informations. Le passage de témoin entre mon Directeur de Cabinet, Monsieur Fabrice Manuel, et ma future Directrice de Cabinet, Madame Sophie Salelles, s'opérera le 8 décembre.

J'ai reçu un courrier de la Présidente de Région, Madame Delga, pour acter le fait que nous avons bien demandé des subventions à la Région au travers du contrat triennal pour la cinquième ligne de tram. Elle s'est engagée d'autre part, lors de la dernière réunion, à financer 10 % du coût de la ligne, c'est-à-dire 40 millions d'euros sur 400 millions d'euros.

J'ai également reçu un courrier de remerciement de Monsieur Henrik Hololei, Directeur général de la Direction générale « Mobilité et transports » de la Commission européenne, pour notre soutien actif à la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan, qui fait partie du plan des transports européens et des segments transfrontaliers.

J'ai également reçu un courrier de remerciement suite à la mission à Chengdu du syndicat AOC du Languedoc, associé au vin de Saint Georges d'Orques et au vin de Saint-Drézéry.

Je vous informe ensuite que nous avons trouvé une solution favorable pour Monsieur Mamadou Kassé Hann, l'athlète spécialiste du 400 mètres haies, qui est le cinquième performeur mondial, afin qu'il puisse s'entraîner décemment à Montpellier dans son club, le MAM. Cela réside en une subvention un peu particulière au club. Cela sera relaté par Jean-Luc Meissonnier tout à l'heure au cours de l'affaire n° 52. La Ville de Montpellier, puisqu'il a le diplôme, lui a proposé un contrat d'animateur sportif, que j'ai signé ici. Certains parlent et certains signent. Il ne s'agit parfois pas des mêmes. Nous avons aménagé son temps pour qu'il puisse participer aux entraînements et aux compétitions internationales. Je l'ai eu au téléphone tout à l'heure. Madame Célié, que je remercie, l'a eu également. Il est très content de la proposition que la Ville et la Métropole lui ont faite.

Je voudrais féliciter et remercier Monsieur Gudin de Vallerin pour le très bel article qu'il a commis dans la revue de bibliophilie contemporaine sur la delteillerie et sur Joseph Delteil.

Enfin, ce qui suit est moins joyeux. Je sais que de nombreux courriers et articles ont porté sur la régie publique de l'eau. Je sais qu'une conférence de presse se tient cet après-midi. Je n'en dis rien. Pour ce qui concerne les propos de Monsieur Claude Neuschwander, je vous invite – et je ne ferai pas plus de commentaire – à lire l'article de *Libération* du 3 mai 2007, qui explique que c'est Claude Neuschwander qui a planté Lip.

Je vais donner quelques dates. D'abord, demain soir, à 18 heures en salle Pelloutier, se tiendra une réunion de

concertation sur les différents trajets de la ligne 5, dans son segment ouest, pour éviter le parc Montcalm.

Deuxièmement, le 5 décembre, en compagnie du maire de Grabels, Monsieur Revol, nous tiendrons une réunion de concertation à 19 heures à Grabels sur l'aménagement et l'agenda des travaux sur la RD 127, conformément aux engagements que nous avons pris. Le 20 décembre, le Conseil de Métropole se tiendra à 17 heures. Il s'agit du dernier Conseil de l'année civile. Enfin, le 22 décembre à 16 heures, nous scellerons, sur le pont éponyme, la statue de Youri Gagarine.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

L'ordre du jour comporte 70 affaires. Je le mets aux voix. Une abstention. Adoptée.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. D. BOUMAAZ.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 02/11/17

Monsieur le Président

Vous avez reçu le procès-verbal du Conseil du 2 novembre 2017. Avez-vous des observations à formuler concernant sa rédaction ?

La parole est à Madame Cassar.

Michelle CASSAR

Monsieur le Président, je vous sou mets une demande de rectification à apporter à ce procès-verbal. En page 22, concernant l'élection du représentant du SDIS, lorsque vous m'aviez dit que je devais attaquer Monsieur Mesquida je vous avais répondu ceci, mot pour mot : non, j'attaquerai la délibération que vous allez prendre, non au Conseil départemental, mais auprès de l'État. Donc je n'ai jamais dit « devant le Conseil d'État » comme cela est mentionné dans le procès-verbal. Je vous demande donc d'apporter cette petite rectification.

Monsieur le Président

Je m'en souviens très bien. Vous avez raison, Madame la Maire. Nous allons rectifier.

Michelle CASSAR

Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Je mets aux voix le procès-verbal du Conseil.

Le procès-verbal de la séance du jeudi 2 novembre 2017, ainsi amendé, est adopté à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. D. BOUMAAZ.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Il s'agit de prendre acte des décisions qui ont été prises.

Madame Catherine DARDE

Je souhaiterais intervenir à propos d'un rappel au règlement, Monsieur le Président, si vous me permettez d'intervenir avant que nous n'abordions l'ensemble de l'ordre du jour du Conseil. Cela concerne les courriers destinés aux conseillers de la Métropole. Mon courrier est régulièrement ouvert. Le bureau de la censure l'ouvre, met son cachet et remet le document dans l'enveloppe. J'aimerais bien que cette pratique cesse. D'autre part, je demanderais à ce que le courrier pour les conseillers leur soit adressé rapidement, ou bien que vous nous disiez à quel bureau je dois aller le récupérer régulièrement. J'avais déjà posé la question, mais je

n'ai pas la réponse. Merci.

Monsieur le Président

Attendez. Je finis l'affaire n° 3 et puis je réponds à votre question.

Il s'agit de prendre acte des décisions prises concernant l'affaire n° 3. Il n'y a pas de demande d'intervention.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

Monsieur Fina va vous répondre.

Christian FINA

Concernant le courrier qui arrive à la Métropole, à partir du moment où il n'y a pas écrit « confidentiel » ou « personnel » sur l'enveloppe, tout le courrier est ouvert parce qu'il arrive parfois qu'un certain nombre d'organismes extérieurs envoient à la Métropole, sous le nom de l'élu, des informations ou des documents qui concernent des réunions ou un certain nombre de dossiers. Donc, c'est ainsi que cela fonctionne.

Monsieur le Président

Monsieur Grand, calmez-vous. Calmez-vous, soyez gentil, soyez mignon.

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION - CREATION D'UN CIMETIERE METROPOLITAIN DANS LE PROLONGEMENT DU CIMETIERE COMMUNAL SAINT ETIENNE SUR LE SITE DE GRAMMONT A MONTPELLIER - PROGRAMME ET LANCEMENT DE L'OPERATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Il s'agit de la création d'un cimetière métropolitain, projet que nous avons abordé, concernant son principe, depuis le début du mandat. Nous avons l'intention de créer un grand cimetière métropolitain, qui comportera plusieurs milliers de tombes, à la fois pour suppléer le manque de carrés confessionnels, notamment pour les religions juives et musulmanes, mais aussi pour les autres. De cette façon, il est possible de répondre à la demande qui se fait de plus en plus pressante, à la fois pour la Ville de Montpellier mais aussi pour toutes les communes, puisque toutes les communes n'ont pas de carré confessionnel. Certaines en ont, mais d'autres n'en ont pas. En outre, les carrés confessionnels ne sont pas extensibles à souhait. Par conséquent, nous avons accepté, dans une précédente délibération, de poursuivre ce projet. Aujourd'hui, nous le portons, si j'ose dire, sur les fonts baptismaux. Il s'agit d'un beau projet, qui permettra à chaque citoyen de pouvoir reposer en paix le jour de son décès, et qui tient compte de la sociologie de l'ensemble des populations.

Qui demande la parole ? La parole est à Monsieur Boumaaz.

Djamel BOUMAAZ

Merci, Monsieur le Président. Comme vous le savez – je n'ai cessé de le répéter au sein de ce Conseil et de celui de la Ville de Montpellier – la mort est un sujet difficile à évoquer, un sujet de controverse. Mais la mort nous concerne tous. Il est vrai que cette proposition de cimetière métropolitain n'est pas un sujet *bling-bling*, comme vous le dites si bien. Mais par cette affaire, Monsieur le Président, nous prouvons aujourd'hui que la mort n'est pas une fatalité en soi. C'est pour cela que je tiens à vous féliciter pour cette initiative, qui a déjà été votée, certes, le 30 septembre 2015 en Conseil métropolitain. Il reste que cette initiative est une demande spécifique des habitants de la ville de Montpellier qui, aujourd'hui, profitera à l'ensemble des habitants de la métropole. Enfin un cimetière pour l'ensemble des communautés religieuses, qu'elles soient juive, chrétienne mais surtout musulmane, comme vous l'avez si bien dit lors du Conseil municipal du 28 janvier 2016. Je vous cite : « La religion musulmane n'a pas assez de tombes à Montpellier. J'ai pris cet engagement. Nous le tiendrons car il s'agit de la deuxième religion de la ville. »

Cette décision finale, Monsieur le Président, qu'elle soit politiste ou politique : une décision politiste, dans le sens noble, où est enfin prise en considération une demande spécifique ou repérée, comme l'indique si bien votre synthèse, d'une certaine population, qui fut un temps oubliée – nous devons le rappeler –, alors qu'ils sont en grande majorité français ; une décision politique, dans le sens un peu moins noble, au vu des échéances électorales. Comme le dit si bien notre Sénateur Grand : le mandat est bientôt fini.

Personnellement, je vous répondrai : peu importe. Le dossier avance. Enlever du chagrin au chagrin n'a pas de prix. Je suis pour la création de 11 000 places supplémentaires dans un espace de grande qualité paysagère

à caractère méditerranéen respectueux de l'environnement et ancré dans la topographie du site. Je suis pour l'aménagement des carrés au fur et à mesure par tranche, avec implantation d'équipements métropolitains dans le respect des différents cultes de la population métropolitaine. Je suis pour l'amélioration de l'accès au cimetière et pour l'aménagement de l'entrée principale avec la création d'une nouvelle conciergerie. Je suis pour l'aménagement d'une première tranche de concession répondant aux besoins repérés.

Je salue à nouveau cette initiative, Monsieur le Maire, même si nous ne sommes pas d'accord sur la forme. Je vous en ai fait part lors du Conseil d'agglomération le 30 octobre 2014, intervention faisant suite à la mise en place d'une délégation des services publics sur la gestion de nos morts, car pour moi nos morts ne sont pas une marchandise. C'est pour cette raison que je prône la gratuité des concessions funéraires. Lorsque je parle de marchandise ou de marchandisation de nos morts, cette réflexion prend tout son sens aujourd'hui, à cause de ce programme général où l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération est arrêtée à la somme de 37,64 millions d'euros, soit plus de 40 millions d'euros TTC, alors que vous aviez annoncé publiquement lors de ce fameux Conseil municipal du 28 janvier 2016 des chiffres de 20 millions d'euros pour 15 000 tombes. Nous sommes aujourd'hui au-dessus en termes financiers de plus de 20 millions d'euros, et en-dessous en termes de places de 4 000 tombes. Vous comprendrez bien mon inquiétude, Monsieur le Président, sur ce sujet, sur les répercussions financières de nos futurs défunts, qu'ils soient maçons – comme vous aimez les citer – ou carreleurs – comme j'aime vous le rappeler. Cette inquiétude est partagée par nombre de personnes, connues ou inconnues, croyantes ou non, qui ont participé de près ou de loin, dans un passé proche ou lointain, au rayonnement de notre vie et de notre territoire.

Pour en terminer, Monsieur le Maire, je tiens aussi à saluer la circulaire du 19 février 2008. Bizarrement, à cette époque, la droite était au pouvoir. Nous devons rendre à César ce qui appartient à César, Monsieur le Président : c'est grâce à la droite que nous pouvons aujourd'hui délibérer sur cette question, notamment sur l'existence d'espaces regroupant les défunts de même confession en prenant soin de respecter le principe de neutralité des parties communes du cimetière, ainsi que le principe de liberté de croyance individuelle, et ce conformément à la loi du 14 novembre 1881.

Monsieur le Président, il me semble que j'ai fait le tour de la question. Je voterai pour cette affaire. En revanche, j'ai une question à vous poser, en rapport avec vos déclarations liées à cette affaire. Il s'agit plus d'une inquiétude que d'une question. Je me demande sur quelles données ou plutôt sur quels supports vous vous appuyez pour dire que l'islam est la deuxième religion à Montpellier. Pouvez-vous nous répondre ce soir, Monsieur le Président, et nous expliquer ce chiffre, alors qu'il existe à ce sujet une jurisprudence que j'appellerai la jurisprudence Ménard ? Pouvez-vous nous répondre ce soir, Monsieur le Président ? Merci.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Grand.

Jean-Pierre GRAND

Il s'agit d'une initiative heureuse, que nous allons évidemment voter à Castelnaud, d'autant plus que la Ville de Castelnaud, à plusieurs reprises, les confessions le savent, a accueilli dans ses cimetières et dans les carrés musulmans et juifs de nos cimetières des personnes qui ne trouvaient pas de possibilité dans la métropole. Nous les avons accueillis. Ce cimetière est donc bienvenu et règlera tous les problèmes. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Grand. La parole est à Madame Acquier.

Lorraine ACQUIER

Merci, Monsieur le Président. Je souhaite simplement vous remercier, vous et l'ensemble des maires, d'avoir porté sur les fonts baptismaux ce projet qui répond effectivement à un problème concernant la ville de Montpellier, mais aussi un grand nombre d'autres communes. Nous avons pu voir que sur les trente-et-une communes, vingt-deux communes ont vraiment un problème de places. Cela règle effectivement le problème des carrés confessionnels.

Au-delà, cela correspond aussi à une demande un peu nouvelle à laquelle nos concitoyens nous demandent de faire face, qui est une gestion un peu différente de la mémoire. En particulier, les personnes qui font le choix de l'incinération ne veulent pas être dispersées dans un jardin du souvenir ou en pleine nature, parce que les familles veulent pouvoir se recueillir. Dans ce cimetière qui a été présenté voici une semaine en conférence de presse, il va être proposé un certain nombre de sépultures différentes, notamment ce que nous appelons des cavurnes, qui permettent aux familles ayant fait le choix de l'incinération de se recueillir,

puisqu'il s'agit de mini-tombes adaptées au choix en termes de tarifs et en termes de tailles.

Cela permet de répondre à Monsieur Boumaaz, qui parle de 11 000 places. Il s'agit effectivement de 11 000 places en caveaux. Mais le chiffre pourra être augmenté jusqu'à 15 ou 20 000 places en tenant compte des columbariums et des différents modes de sépultures alternatifs. Il s'agissait de répondre au sujet du nombre de places, ce qui correspond bien à ce que vous avez annoncé dans la presse.

En termes de coûts, une sépulture est une occupation du domaine public : le tarif d'une concession est donc une redevance et s'appuie sur les dépenses effectuées par la commune ou par la métropole en l'occurrence pour mettre en place le cimetière. Les tarifs ne sont donc pas liés à la concurrence et ne donneront pas lieu à un quelconque bénéfice. Nous prenons soin du portefeuille des Montpelliérains et de l'ensemble des habitants de la métropole. Nous respectons la loi. Les tarifs seront donc, à prix coûtants, égaux à ce que cela nous a coûté pour faire les travaux. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame Acquier. La parole est à Monsieur Jaoul.

Laurent JAOUL

Chers collègues, je voudrais d'abord rappeler le contexte de cette affaire à l'ordre du jour. Nous sommes ici sur Montpellier Méditerranée Métropole dans un contexte de croissance démographique extrêmement importante. Quelle est la situation aujourd'hui ? Aujourd'hui, lorsqu'un décès intervient dans une famille, la première chose qu'elle doit résoudre est de trouver si elle n'a pas de concession, une tombe pour le défunt. Or sur les trente-et-une communes de Montpellier Méditerranée Métropole, quatre communes ont une importante réserve foncière de capacité d'inhumation. Il s'agit des communes de Montferrier-sur-Lez, de Saussan, de Saint-Brès et de Restinclières. Cinq communes de la métropole ont une capacité moyenne de réserve foncière. Il s'agit des communes de Clapiers, Jacou, Grabels, Lattes et Saint Jean de Védas. Donc naturellement, les vingt-deux autres communes de la métropole sont en faible réserve de capacité. Nous devons donc construire ce cimetière intercommunal, qui pourra recevoir, par la présence de plusieurs milliers de tombes, l'ensemble des défunts de la métropole, quelle que soit leur confession, leur croyance ou leur orientation religieuse.

Les services de la Métropole ont, en début d'année, adressé un questionnaire aux trente-et-un maires afin de définir les besoins des communes. Après une étude et une analyse des retours et des demandes des communes, nous avons relevé que la création de ce cimetière métropolitain permettra d'offrir les meilleures conditions d'obsèques à toute la population dans le respect de la laïcité. Il s'agit donc d'une réponse adaptée à un besoin fort exprimé sur l'ensemble du territoire de la métropole.

Nous nous attaquons donc à un problème ancien et récurrent dans les communes. La place dans les cimetières a toujours fait l'objet de discussions très intenses, très soutenues, très conflictuelles parfois, pour l'implantation des cimetières. Il s'agit donc d'un dossier qui mérite d'être traité avec beaucoup de soin et de minutie. Il n'existe pas beaucoup de métropoles qui se lancent dans ce type de projet. Il s'agit d'un travail intéressant. Nous nous y attelons avec les services de la Métropole et de la Ville de Montpellier. Je voudrais en profiter pour saluer les services et notre collègue Lorraine ACQUIER, avec qui nous planchons sur le projet.

Monsieur le Président, je terminerai mon propos par un peu d'histoire, si vous le permettez, puisque j'ai retenu des éléments intéressants dans vos propos lors de notre dernière conférence de presse, des éléments qui n'ont pas été relatés ce soir et que je vais rapporter. Des premiers cimetières de Montpellier qui se trouvaient au-delà de la porte des Carmes jusqu'au cimetière Saint-Lazare – l'ancien et le nouveau –, en passant par le cimetière Saint-Étienne de Grammont et le cimetière protestant historique, situé entre le boulevard de Strasbourg et la route de Palavas, dans lequel est inhumé Frédéric Bazille, notamment, Jules Pagézy, ancien maire de Montpellier, et les personnages glorieux de la ville. Nous constatons la même chose chez les catholiques à Saint-Lazare, où un aéropage de célébrités repose. Je pense notamment à l'inventeur de la bicyclette, Louis Mazas, à la reine Hélène d'Italie, au journaliste Aristide Ollivier tué lors d'un duel au sabre d'infanterie. Je citerai également Paul Coste-Floret, ancien maire de Lodève, ancien député de l'Hérault, plusieurs fois ministre, décédé à Montpellier et inhumé au cimetière Saint-Lazare en 1979. Je terminerai la série des célébrités par Jules Gariel, directeur du journal *Le Petit Méridional*, fondé en 1881. Sa tombe est une belle composition sur socle qui représente un monument à la gloire des symboles maçonnique, juste en entrant dans le cimetière, monument sous forme d'équerre qui représente d'un côté le fil à plomb, de l'autre la grenade, symbole de la semence à venir, mes chers collègues. Il s'agit d'un sujet extrêmement délicat mais passionnant : celui de travailler sur la construction d'un cimetière à l'échelle métropolitaine, parce qu'il se rapporte à une grande histoire de la ville de Montpellier et surtout à la sociologie actuelle des communes de la métropole, dont les

maires ont la charge. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Jaoul. Nous pourrions ajouter que *Le Petit Méridional* est l'ancêtre de *Midi Libre*.

Avant de mettre aux voix, je tiens à vous préciser que j'ai fait part de ce projet lors de mon rendez-vous du 22 novembre à Paris, place Beauvau, avec le ministre de l'Intérieur. Il suit ce dossier attentivement, car je vous rappelle que le fait de construire des cimetières multiconfessionnels est une directive du ministère de l'Intérieur, qui appartenait à Bernard Cazeneuve, suivi aujourd'hui par Gérard Collomb. Le raisonnement est le suivant : nous ne pouvons pas demander à quelqu'un d'être français s'il est obligé d'aller se faire inhumer dans son pays d'origine.

Je mets aux voix. Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 5 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT-LOUP ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, ayant donné pouvoir à M. J-P. MOURE, entre en séance.

Monsieur le Président

Il s'agit du contrat de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de communes du Pic Saint-Loup. Nous signerons ce contrat le 14 décembre. Ce contrat intègre plusieurs éléments. D'abord, il s'agit de renforcer les complémentarités en matière de développement économique, d'action culturelle et sportive et de loisirs. Ce contrat sera signé avec le président de la Communauté d'agglomération du Grand Pic Saint-Loup, mon ami Alain Barbe, maire des Matelles. La deuxième thématique consiste à créer des synergies et à structurer les filières touristiques, agricoles, agroalimentaires à l'échelle des deux territoires. La troisième thématique consiste à poursuivre la réalisation de projets communs dans les domaines de la gestion du cycle de l'eau et des mobilités. Ces grandes thématiques seront déclinées dans un document-cadre que nous signerons le 14 décembre, avec Alain Barbe.

Y a-t-il des interventions ? La parole est à Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, je me félicite de cet accord. Pourvu qu'il permette à l'avenir que des projets du type de celui d'Oxylane ne se reproduisent pas. Il est vrai que ces interfaces, ces zones qui sont en marge de chacun des territoires sont vues respectivement de façons différentes. Pour Montpellier Méditerranée Métropole, ces espaces sont le début de zones plus rurales. Pour les territoires voisins, ces espaces sont vus au contraire comme le début de la ville. Il est important de s'accorder. Il en va de nombre d'enjeux concernant les infrastructures, la consommation des terres agricoles, etc. Pourvu que ce type de convention, à l'avenir, évite ce type de projet. La question corollaire – nous saurons l'occasion d'en parler à d'autres moments et d'autres conseils – est la fameuse question des inter-SCOT et de la façon dont, ensemble, nous concevons l'aménagement de ces espaces. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je suis d'accord sur le fond avec vous, Madame Touzard. Mais nous devons rester réalistes quant au fonctionnement des institutions. Oxylane a été décidé par la CDAC. En son sein, nous ne sommes pas les seuls à voter. Il s'agit d'une commission départementale sur l'implantation des centres commerciaux, qui est souveraine. Je rappelle le vote de la Métropole. La Métropole s'est abstenue, chaque maire gardant l'autorité sur sa commune. Oxylane est sur la commune de Saint-Clément-de-Rivière. Il est de l'autorité du maire de décider ce qu'il souhaite. Ce n'est pas le contrat de réciprocité qui peut intervenir sur l'aménagement du territoire des agglomérations. En revanche, il peut donner une opinion, un positionnement, un avis, et créer les conditions de travail commun. Cela est important. Comme vous le disiez au travers des inter-SCOT, aujourd'hui, les lois sur l'aménagement du territoire ne règlent pas les inter-SCOT.

La parole est à Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Y a-t-il une négociation du même genre avec les Pays de l'Or ? Parce que là aussi il me semble qu'il existe de nombreuses interfaces sur lesquelles nous devons travailler.

Monsieur le Président

Nous avons commencé avec le parlement des territoires. Nous avons cinquante-cinq communautés de communes. Nous avons commencé par celles du Pic Saint-Loup. Nous avons déjà, avec René Revol, organisé les conventions sur l'eau. Nous avons organisé les conventions sur la culture, lorsque j'étais adjoint à la culture, notamment concernant la comédie du livre. Il existe de nombreuses thématiques sur lesquelles nous pouvons travailler ensemble. Dans le cadre des transports, un jour, nous pourrions nous pencher sur la desserte de Teyran. Nous avons des dossiers en commun à régler. Je pense qu'il sera nécessaire, à un moment ou à un autre, de faire la même chose avec les autres agglomérations voisines. Ce contrat était prêt, mature. Nous le portons au vote de l'Assemblée.

La parole est à Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, je me félicite également de ce contrat qui, pour certaines thématiques, existe déjà, la commune de Montaud ayant un linéaire important avec la communauté du Pic Saint-Loup. Notamment, elle travaille d'ores-et-déjà sur des thématiques différentes, notamment la protection des espaces sensibles. Un risque important est le risque incendie et feu de forêt. Je vous rappelle que nous avons en commun un Natura 2000 et la protection du massif sur ce secteur.

En revanche, j'ai une question. Vous avez cité plusieurs enjeux. Il s'agit de la mobilité, en effet, puisque la D21 qui traverse Teyran, qui est hors métropole, se poursuit sur Montaud dans la métropole. Je voulais savoir s'il existait d'autres thématiques que la mobilité, les paysages, l'agriculture, l'attractivité démographique, le développement économique. Par exemple, les déchets sont-ils un sujet qui est mentionné dans ce contrat ? Je n'ai pas le contrat, donc je voulais vous poser cette question par rapport aux autres enjeux sur notre territoire commun.

Monsieur le Président

Les contrats de partenariat sont des contrats ouverts. Nous partons sur une base de thématiques qui ont déjà des applications. Rien ne nous empêche d'en ajouter d'autres sur le partenariat. Il s'agit de contrats ouverts.

La parole est à Monsieur Domergue.

Jacques DOMERGUE

Cela permettrait-il, Monsieur le Président, d'imaginer que, par exemple, une ligne de tramway puisse dépasser le seul périmètre de la métropole pour aller jusqu'aux agglomérations ou communautés de communes voisines ?

Monsieur le Président

L'agglomération que le tramway traverse doit être autorité organisatrice des transports. Si elle a la compétence, nous pouvons passer une convention pour que le tramway se poursuive.

La parole est à Monsieur Grand.

Jean-Pierre GRAND

Je tiens à rappeler que la DUP de la ligne du tramway va à Pérols. Je vous invite à la relire attentivement. Il y a été subordonné la poursuite de cette ligne au-delà de la métropole, puisqu'il s'agissait de Carnon ou Palavas – je n'ai pas les limites au mètre près en tête. Il conviendrait de regarder des dossiers. Personnellement, j'étais tout à fait opposé à cela, car je considérais que la Métropole n'avait pas à financer des transports en commun en-dehors de son site. Mais il existe une réflexion. Je pense que les DUP sont faites pour être respectées. Il s'agit de l'intervention de mon ancien collègue député de Palavas. J'ai fait respecter la DUP sur l'autoroute A9, qui était bloquée. Cela a permis de la construire. Aujourd'hui, il existe une DUP, qui n'est pas respectée. Or l'État a engagé sa responsabilité et des fonds dans le cadre de la construction de la ligne, même si cela n'était pas exceptionnel. Je voulais simplement rappeler ce point d'histoire, parce qu'aujourd'hui il se trouve que les collectivités manquent singulièrement – vous n'y êtes pour rien et je ne vous mets pas en

cause dans cette affaire – de mémoire. L'État devrait rappeler un certain nombre de règles. Nous avons urbanisé récemment autour de la station de tramway de Jacou, qui est quasiment uniquement à Castelnau, par respect de la DUP qui nous en faisait obligation. Nous avons mis du temps pour le faire, mais nous l'avons fait. Donc je suis extrêmement attaché au respect des DUP. C'est pour cela que j'ai saisi l'occasion ce soir pour le rappeler. Merci.

Monsieur le Président

Je vous rejoins, Monsieur Grand. Je suis, moi aussi, très attaché au respect des DUP, puisque sur la ligne 5, nous ne remettons pas en question l'intégralité de la DUP. Nous modifions uniquement le segment qui devait massacrer le parc Montcalm.

La parole est à Monsieur Domergue.

Jacques DOMERGUE

Je veux rappeler à Monsieur Grand, puisqu'il m'a indirectement cité, que j'avais essayé de conditionner l'attribution de crédits par l'État pour la ligne 2 du tramway au fait que cette ligne allait jusqu'à la mer. Elle avait été dessinée essentiellement sur des arguments politiques et non sur une logique d'extension jusqu'à la mer puisqu'à ce niveau, la mer était hors zone métropolitaine. Il s'agit du premier point.

En outre, il est important que nous changions notre façon de voir les choses. Lorsque nous construisons une structure d'intérêt communautaire, il est important de ne pas nous limiter à un périmètre politique, mais que nous y voyions également la notion de rentabilité. Je m'explique. Une ligne de tram, par exemple, construite pour des raisons purement politiques, qui n'est pas au maximum de sa capacité parce qu'elle a été plus ou moins construite indépendamment de l'utilité en termes de population, peut se traduire rentable, y compris pour la Métropole, si elle dessert des zones très peuplées pour lesquelles le tramway serait très utile, alors que jusqu'à présent, nous le voyons dans des communes qui touchent Montpellier, elles sont hors situation communautaire et ne bénéficient pas, de fait, de ces modalités de transport qui sont tracées parfois de manière un peu incohérente.

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention, Monsieur Domergue. Qui demande la parole ? Monsieur Moure.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, chers collègues, je ne veux pas être trop long mais je souhaite donner un peu de cohérence au débat que nous avons, à partir de l'affaire délibérée, que je voterai. Je précise bien la nuance qui peut exister entre des conventions de coopérations, d'analyses partagées, et l'efficacité de ces mêmes coopérations à travers l'engagement de chacun des partenaires pour contribuer financièrement à la concrétisation de ces projets. Ce qui vient d'être cité me conforte dans cette idée. Vous l'avez dit et vous avez raison : nous ne pouvons coopérer efficacement sur des dossiers d'importance comme ceux d'un tramway ou de grands équipements structurants d'un territoire. Nous pouvons coopérer pour autant que nous ayons la compétence transport et d'être maître d'ouvrage dans l'opération, ou d'être coparticipant. Dans l'exemple de la ligne qui s'arrête à Pérols, nous pouvions aller plus loin mais l'État a précisé que cela était sous réserve du financement des collectivités concernées sur le nouveau territoire. Il s'agit du premier point.

En outre, par rapport aux objets d'intérêt général que représentent les délibérations que nous pouvons prendre sur des sujets de coopération, la réciprocité qui concerne le sujet suivant, les Monts de Lacaune, en est un exemple parfait. Cela se traduit par des engagements de chacune des collectivités. Par rapport à l'aménagement du territoire, je crois qu'il est nécessaire de garder l'œil ouvert sur le fait que ce n'est pas parce que nous signons des conventions ou des contrats de coopération que nous allons les voir aboutir. Nous les voyons aboutis que s'il existe un tour de table partenarial dans lequel, selon l'importance du dossier, les uns et les autres passent quand même au bassinet normalement républicain, parce qu'il existe une égalité des citoyens dans ce pays et que chacun contribue à sa part de l'engagement de l'institution dans laquelle il se trouve. Je ne dis pas ceci par rapport à vous, mais les élus doivent comprendre qu'à un certain moment, si nous pouvons vouloir faire plaisir à nos citoyens de proximité, cela a un coût normal de partage de la responsabilité d'une action menée sur le territoire. Sans quoi nous enfumerions tout le monde.

Monsieur le Président

Je partage votre point de vue. La parole est à Monsieur Rico.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, chers collègues, je suis heureux que nous parlions autant de Pérols et de la station terminus du tramway, qui est une cause de désagréments et de problèmes divers et variés depuis la mise en service du tramway. Je me bats comme un diable depuis longtemps pour faire part de ces difficultés que nous rencontrons. Je vous entends parler de la DUP. L'engagement formel de la participation de l'État était que ce financement ne se ferait que si le tramway arrivait à la mer. Il s'avère que le tramway s'arrête n'importe où, dans un quartier de Pérols. Je rappelle que l'intégralité des maisons y ont été visitées, et que les nuisances sont terribles. Concernant la DUP, l'engagement de l'État n'a pas été respecté, puisque normalement, le tramway n'allant pas à la mer, la subvention de l'État n'aurait pas dû être versée. Je regrette cet état de fait. Je regrette qu'aujourd'hui nous nous rendons compte que les élus de l'époque ne sont pas allés jusqu'au bout de la démonstration et n'aient pas respecté la DUP de l'époque.

Monsieur le Président

Monsieur Rico, pour filer la métaphore et continuer l'image, dites-nous vos problèmes en termes de cheminement piéton. Nous sommes allés sur le terrain avec Monsieur Youssous, Monsieur Bonnal, à l'époque.

Jean-Pierre RICO

Avec le maire de Palavas, Monsieur Christian Jeanjean.

Monsieur le Président

Si je vous oublie, vous allez dire que je fais de la discrimination. Donc avec Monsieur Christian Jeanjean, nous ne devons pas avoir peur de dire la vérité.

Jean-Pierre RICO

Monsieur Yvon Bourrel, maire de Mauguio-Carnon.

Monsieur le Président

Monsieur Yvon Bourrel.

Jean-Pierre RICO

Et nous avons fait le trajet, Monsieur le Président, à pied.

Monsieur le Président

Dites-nous ce que nous avons vu et ce que nous faisons aujourd'hui.

Jean-Pierre RICO

Nous avons vu qu'entre la station terminus du tramway et la mer, il existe une route, une piste cyclable, des trottoirs à quelques endroits – et pas en d'autres endroits. Il existe des conflits de situation et d'usage. Des piétons interpellent les cyclistes et les projettent sur la chaussée. Il existe des rixes sur l'ensemble de ce parcours. Il s'agit d'une terrible problématique. Aujourd'hui, nous avons engagée, Monsieur le Président, depuis cette visite, une étude pour pouvoir réaliser un aménagement piéton et cycliste doux dans lequel nous n'aurons plus de conflit d'usage, qui permettra de réguler une partie de ce cheminement qui est situé entre la station du tramway et la mer.

Je tiens à rappeler aujourd'hui que, quand le tramway ouvre ses portes et que 150 personnes descendent d'un coup, certains effectuent des actes terribles d'incivilité. Des mères, qui ont sur l'épaule un parasol, à la main une glacière et à l'autre main l'enfant, l'engagent sur la piste cyclable ou sur le trottoir et jette les couches dans les jardins. Nous vivons une situation terrible. Lorsque le soir une certaine population rentre de la plage à 23 heures et traverse les quartiers en ayant pris le soleil, en ayant exagéré sur les boissons alcoolisées, crèvent les pneus, dégradent les véhicules et les maisons. Nous vivons une situation intenable, car la DUP de l'époque n'a pas été respectée.

Monsieur le Président

Merci. Nous sommes donc aussi pour la DUP. Je mets la délibération aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 6 : HORS COMMISSION - ALLIANCE DES TERRITOIRES - CONTRAT DE RECIPROCITE AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES MONTS DE LACAUNE ET DES MONTAGNES DU HAUT LANGUEDOC - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. HART sort de séance.

M. D. BOUMAAZ sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

L'affaire n° 6 concerne l'alliance des territoires et le contrat de réciprocité avec la Communauté de communes des Monts de Lacaune et des montagnes du Haut Languedoc. Il s'agit aussi d'une affaire très importante. Dans le cadre du parlement des territoires, nous avons rencontré une cinquantaine de communautés de communes, notamment celles qui se trouvent non loin de La Salvetat-sur-Agout, Lacaune, à cheval sur l'Hérault et sur le Tarn, et qui traitent l'ensemble des ressources du parc du Haut Languedoc. Ici, nous avons mis en place voici deux ans une chaufferie bois trigénération dernier cri, pour laquelle nous avons eu des financements de l'État. Nous avons donc beaucoup regretté que Madame Ségolène Royal ne soit pas venue, bien que nous l'ayons invitée à plusieurs reprises, car l'équipement est parfait. Il avait été prévu qu'il fonctionne avec du bois énergie, acquis à deux endroits : dans la région PACA et dans le Nord. Nous donnons priorité aux filières de proximité. Dans le cadre de ces priorités, nous préférons acheter le bois dans les hauts cantons de l'Hérault. Nous le faisons également avec le parc national des Cévennes. Mais ce contrat-là concerne Lacaune, La Salvetat, L'Hérault et le Tarn. Je le signerai le 12 janvier.

Il intègre aussi le bois construction, puisque dans les nouveaux programmes des ZAC, nous essayons de positionner l'élément bois autant que faire se peut, dans le maximum de programmes. En effet, le bois permet une isolation thermique et phonique de très haute qualité. Nous l'intégrons maintenant dans les constructions, notamment celles que j'ai eu l'occasion de visiter dernièrement le long de l'avenue Nina Simone, où des bureaux sont conçus de façon très particulière, qui s'appuient sur des structures en bois. Nous allons donc développer la filière bois construction avec les Monts de Lacaune.

Nous allons également développer tout ce qui concerne le tourisme, puisqu'il s'agit de territoires qui ont besoin d'être connus par le grand public. Nous retrouvons dans les territoires quelquefois non éloignés de la ville des productions très particulières et de grande qualité. Saviez-vous par exemple qu'à La Salvetat-sur-Agout est fabriqué un whisky ? Il s'agit du Black Mountain. Mademoiselle Bodkin, qui nous représente dans le conseil d'administration du parc du Haut Languedoc, l'a goûté. Deux heures et demie sont nécessaires pour monter à Lacaune – et quatre heures pour descendre lorsqu'il y a de la neige, parfois en mai. Le 12 janvier, l'endroit sera peut-être enneigé. Il s'agit d'un exemple de mise en valeur de circuits de proximité, utiles. Certains expliquaient que le parlement des territoires ne servait à rien. Il sert à cela. Lorsque nous ne connaissons pas l'autre, nous ne pouvons pas converser avec lui. Il s'agit du premier principe du commerce. Demandez aux Chinois. Ils savent faire cela par cœur depuis la nuit des temps. Nous devons reprendre notre bâton de pèlerin et rencontrer tous les acteurs économiques, culturels, sociaux, pour créer un faisceau de relations gagnants-gagnants.

Qui demande la parole concernant l'affaire n° 6 ? Mademoiselle Bodkin.

Maud BODKIN

Je souhaite insister sur cette affaire, en tant que vice-présidente du parc naturel régional du Haut Languedoc. Nous suivons, avec Laurent JAOU, de très près cette affaire. J'ai eu l'occasion de monter à Paris pour assister au congrès des communes forestières de France, car nous sommes la première Métropole française ayant adhéré à l'association des communes forestières. Je suis intervenue pour présenter ce contrat et ce que nous faisons. Cela se développe sur trois axes. Le premier axe concerne le développement des filières bois, bois énergie et bois construction. Il s'agit également d'une autre filière, que nous sommes en train de développer avec Philippe Renaud, en tribune, que je remercie, et qui porte sur le mobilier urbain. Le deuxième axe concerne le tourisme. Le troisième axe, à votre demande, concerne la santé ainsi que les particularités du territoire rural. Lorsque je suis montée à Paris, de nombreux élus ont été intéressés par la démarche de Montpellier Méditerranée Métropole. Nombre d'élus de différentes régions nous demandent aujourd'hui de venir présenter nos réalisations. Il est important, dans ces contrats de réciprocité, d'avoir des actions concrètes, comme cela est en train de se développer. Il s'agit aussi parfois d'actions à long terme, que nous présenterons peut-être dans un second temps. Ces actions se concrétisent, ce qui est très bien. Je vous remercie pour cela. Je souhaitais vous dire que la Métropole est prise en exemple partout en France. La semaine dernière, on nous a demandé de venir en région PACA pour présenter notre partenariat.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin, au sujet des communes forestières de l'Hérault et des communes forestières de France, puisqu'il existe deux associations, l'une nationale, avec sa résurgence départementale. Il est vrai que nous sommes la première Métropole à avoir adhéré à une association de ce type qui ne regroupe que des petites communes. Nous avons signé cela avec le préfet dans le cadre du contrat État-Métropole.

La parole est à Madame MARION.

Chantal MARION

Monsieur le Président, chers collègues, je me dois de prendre la parole en tant que vice-présidente chargée du développement économique. Vous connaissez l'attractivité de notre métropole sur tous les points de vue, y compris l'attractivité nationale et internationale. J'ai la visite régulière de vice-présidents des terres de Petite Camargue, du Pic Saint-Loup et jusqu'à Perpignan, qui demandent comment faire, comment ils pourraient être accompagnés, aussi bien au niveau de la maturation, de l'incubation voire de l'international. Il s'agit aussi des vigneron, car la vigne s'arrête et au Pic Saint-Loup je ne peux pas les accompagner. Je pense que ces deux dernières affaires sont très importantes pour notre économie, pour l'attractivité de la Métropole. Elles montrent justement comment la Métropole est ouverte aux territoires qui l'entourent et non pas fermée et repliée sur elle-même. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Madame Danan a demandé la parole.

Perla DANAN

Je voudrais pointer l'importance que nous pourrions jouer au niveau de la santé, de la santé à distance et de l'e-santé. De nombreux pilotes sont en cours d'expérimentation sur le territoire et à l'étranger. Vu la posture de Montpellier en termes de santé et sa notoriété, vu la désertification médicale dans ces secteurs-là, nous pourrions jouer un rôle important avec l'université pour arriver à développer ou en tous les cas à expérimenter cette e-santé.

Monsieur le Président

Je ne veux pas vous contredire, et vous avez raison sur l'e-santé, mais concernant l'installation des praticiens pour lutter contre les déserts médicaux, sachez que tout cela dépend des GHT (groupements hospitaliers de territoire). Dans l'Hérault, il existe deux GHT : l'un s'occupe de Montpellier, de l'est héraultais, en incluant Sète, Agde, Lodève, Montpellier, Lunel, jusque dans le sud de l'Aveyron ; l'autre s'occupe de l'ouest, en regroupant Béziers, et qui par le truchement de l'hôpital de Béziers délègue un certain nombre de praticiens sur les hauts cantons. Il s'agit souvent de praticiens libéraux, car il existe peu d'installations. Cela est donc très compliqué. Sachez que cela passe par les GHT.

La parole est à Monsieur Savy.

Jean-Luc SAVY

Chers collègues, Monsieur le Président, je souhaite simplement souligner que cette affaire intéresse au plus haut point les Juvignacois puisque la démarche est impulsée sur le bois énergie dans le quartier des Constellations qui comporte 1 700 logements et dont 3 500 habitants se chauffent entièrement avec ce bois énergie, qui provient des filières locales et régionale. En outre, nous avons inauguré voici quelques semaines une école en ossature bois, qui a été construite par vingt-trois artisans régionaux, dont le bois – du pin Douglas des Cévennes – provient de nos bois alentours. La scierie est au Vigan et les entreprises sont régionales. Nous sommes donc complètement favorables à ce que cette affaire puisse être votée ce soir.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Je remercie une nouvelle fois Mademoiselle Bodkin, parce qu'elle a obtenu lors de l'assemblée générale de l'Association nationale des communes forestières de France la tenue du congrès annuel à Montpellier en juin 2018. Il s'agit d'une belle avancée.

Je mets aux voix l'affaire n° 6. Elle est adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 7 : CULTURE - TRANSFERT DEPARTEMENT DE L'HERAULT-MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION D'APPLICATION TRIENNALE 2018-2020 DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LES FESTIVALS DU DOMAINE D'Ô - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-P. GRAND sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. DARDE.

Monsieur le Président

La parole est à Bernard Travier.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues, il ne vous échappe pas que ce transfert est important, puisqu'il concerne la culture. La voirie a déjà été transférée. Le FAJ est également transféré. Ce soir, c'est la culture qui va nous préoccuper au premier chef.

Un certain nombre d'équipements sont transférés. Je rappelle que le transfert porte sur un amphithéâtre de plein air, le théâtre Jean-Claude Carrière, une aire de chapiteaux sur laquelle exercent le cirque et l'école de cirque Balthazar, un espace cafétéria, des bureaux et des salles de réunion, et des espaces extérieurs, qui sont la Pinède, et le parking n°1 – si je me souviens bien. L'emprise géographique se situe au nord. Il existe un document d'arpentage qui précise très clairement les limites de l'un et l'autre domaine.

Les missions de l'EPIC du domaine d'Ô, formule qui a été choisie, sont au nombre de trois. L'EPIC organise une saison d'hiver et des festivals (Saperlipopette et Nuits d'Ô). Il accueille aussi quatre festivals qui sont portés par des associations (Arabesque, Printemps des comédiens, Radio France et Folies lyriques). Il accueille aussi de manière constante les chapiteaux de l'École Balthazar ainsi qu'un certain nombre de manifestations qui sont gratuites ou payantes.

Le transfert a bien évidemment des conséquences financières. Des recettes sont transférées : billetterie, location de salles, mécénat et subventions. Mais des charges sont également transférées. Un principe de calcul a été mis au point et des montants définis. Je rappelle que, pendant plusieurs mois, une commission (la CLECT) a délibéré et préparé ce transfert de compétences. Sauf erreur de ma part, elle était présidée par le président de la Chambre régionale des comptes et elle devait être composée de vous-même, Monsieur le Président, Jean-Pierre Grand, Laurent Jaoul et Max Levita, notre expert en finances. Des montants ont été prévus par un système de compensation. La compensation pour la culture s'élève à 3 104 826 euros. Il existe une convention autonome, issue de la volonté des parties, pour le transfert des festivals. Cette convention triennale porte sur les exercices 2018, 2019 et 2020. La CLECT a fait un rapport extrêmement clair, qui portait sur les deux points que j'ai rappelés : le transfert des festivals et la convention sur les festivals. Les montants ont été arbitrés. Je les ai rappelés. L'opération est clairement définie dans son emprise géographique, dans son emprise culturelle et dans son emprise financière.

Je n'ai pas de commentaire particulier à faire. Je veux simplement rappeler que les trois festivals Arabesque, Printemps des comédiens et Folies lyriques ne posent pas de souci et entrent dans le transfert. Pour ce qui est du festival Saperlipopette, nous ne devons pas imaginer qu'il est en-dehors de cette opération, mais sa nature est différente puisqu'il s'agit d'une production directe de l'EPIC depuis plusieurs années. La situation pour nous est extrêmement claire. Deux délibérations doivent aller ensemble. Il s'agit de la n° 7 et de la n° 8, si je ne me trompe pas. La seconde porte sur le transfert global, tandis que la première s'applique à la convention d'application triennale, qui est pour moi la conséquence du transfert initial.

Je veux adresser tous mes remerciements à Philippe Renaud, qui a pris le temps de m'expliquer toute la tuyauterie juridique, son inscription dans la loi NOTRE et le transfert de compétences. Je le remercie parce que j'ai été informé assez tardivement de toutes ces opérations et qu'il m'a consacré le temps qui était nécessaire – y compris ce matin. Je le remercie pour sa compétence et son esprit juridique qui m'impressionne toujours, car il est d'une clarté totale.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Concernant l'affaire n° 7, qui demande la parole ? Je la mets aux voix. Elle est adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 8 : CULTURE - TRANSFERT DEPARTEMENT - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - EQUIPEMENTS CULTURELS DU DOMAINE D'Ô - EPIC, NOUVEAUX STATUTS - DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA METROPOLE - CONVENTION D'OCCUPATION - CONVENTION D'EXPLOITATION - DENOMINATION - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 8. Il s'agit de désigner les représentants pour la Métropole pour l'EPIC. Si vous en êtes d'accord, nous effectuerons un vote à main levée. Dans le cas contraire, nous voterons avec l'urne. Qui demande un vote secret ? Nous allons donc voter à main levée. Je vous propose, comme titulaires votre serviteur, Régine Illaire, Sonia Kerangueven, Thierry Breysse et Michèle Dray-Fitoussi, et comme suppléants Sauveur Tortorici, Perla Danan, Eliane Lloret, Jean-Marc Alauzet et Lorraine Acquier.

La parole est à Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, le groupe de coopération métropolitaine propose également une liste, que nous pourrions appeler liste n° 2 si vous le souhaitez.

Monsieur le Président

D'accord.

Isabelle TOUZARD

En titulaires, il s'agit de Roger Caizergues, Isabelle Touzard, Éric Pastor, René Revol et Christophe Cour. En suppléants, il s'agit de Marie-Christine Panos, Joël Raymond, Michelle Cassar, Joël Vera et Catherine Dardé.

Monsieur le Président

Je mets aux voix la candidature de la liste n° 2. Nous comptons dix-neuf voix pour la liste n° 2 ainsi que dix abstentions.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue avec 59 voix pour et 10 abstentions, la liste proposée par Mme TOUZARD ayant obtenu 19 voix.

AFFAIRE N° 9 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT A LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION DE LA CULTURE - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes C. NAVARRE, et J. FRECHE, MM. J-P. RICO, J. DOMERGUE, G. LANNELONGUE, J-L SAVY et G. PASTOR sortent de séance.

Monsieur le Président

La parole est à Madame Illaire.

Régine ILLAIRE

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'affaire n° 9 concerne l'extension du service commun à certains cadres des directions culture et patrimoine de la Ville et de la culture de la Métropole. Cela concerne, pour la direction culture de la Métropole, dix agents titulaires et un agent contractuel, et pour la direction culture et patrimoine de la Ville de Montpellier, vingt agents titulaires et un agent contractuel. Les dépenses sont remboursées par la Ville à la Métropole, avec une clé de répartition de 63,65 % pour la Ville, et 36,35 % pour la métropole. L'essentiel des effectifs du service commun seront regroupés sur un seul site, au sein de l'immeuble Le Belem. Cette affaire est passée en Comité technique le 14 novembre à la Métropole et a reçu un avis favorable à la majorité pour les représentants du personnel (deux pour, trois abstentions et un contre), et un avis favorable à l'unanimité pour les représentants de la collectivité.

Monsieur le Président

Merci, Madame Illaire. Qui demande la parole ? Monsieur Bonnal.

Pierre BONNAL

Elle est bien cette délibération, mais je voterai contre parce que je trouve que nous manquons singulièrement d'informations et d'informations concrètes. Personnellement, je ne vois pas comment cela va fonctionner. Sur le principe de la mutualisation, je n'ai pas changé d'avis. Mais dès l'instant où cela s'étend de plus en plus, j'aimerais avoir un peu plus d'informations sur le fonctionnement. En quoi consistent le développement et le rayonnement culturels ? Un service administrateur est normal. Mais nous ne voyons pas ce qu'un pôle de coordination des lieux d'art et des musées peut donner. Nous parlons beaucoup de Montpellier ici, et pas tellement des communes. Je ne vois pas en quoi, à quel moment et à quel niveau les trente communes, en-dehors de Montpellier, vont être intégrées à la réflexion et aux propositions. Par conséquent, je voterai contre.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

J'ai envie de voter pour, mais, dans le sens de ce que vient de dire Pierre, je souhaiterais que nous précisions qu'un des objectifs de cette direction commune sera le maillage culturel à l'intérieur de la métropole de nos trente-et-une communes. Il existe par exemple à l'est deux équipements culturels nouveaux, à savoir le Kiasma à Castelnau et l'Agora au Crès. Nous devons profiter de toutes les occasions possibles, des différents festivals existants ou ceux qui viennent d'être rattachés, pour faire du maillage et faire en sorte que la culture concerne le maximum de nos concitoyens. Sous réserve que ce principe, en partie déjà acté puisqu'un poste est mutualisé par la Métropole pour le Kiasma et l'Agora, soit clairement posé, je pense que nous devons voter pour.

Monsieur le Président

Le poste de programmation pour les deux salles (le Kiasma et la salle du Crès) est clairement posé. Je mets l'affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 abstention et 18 votes contre).

Ont voté contre : M. P. BONNAL, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. C. COUR, Mme C. DARDE, M. T. DEWINTRE, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, M. A. LARUE, M. C. MEUNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. E. PENSO, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

S'est abstenu : M. R. CAIZERGUES.

AFFAIRE N° 11 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Mmes I. GIANIEL, M. BODKIN et C. LEVY-RAMEAU, MM. J.-L. COUSQUER et H. DE VERBIZIER, sortent de séance.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 11. La parole est à Madame Illaire. Nous étudierons l'affaire n° 10 après.

Régine ILLAIRE

L'affaire n° 11 concerne les transferts de mutualisation et de compétences, ainsi que le personnel de la piscine Héraclès et le personnel intégré pour le FSL.

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Madame Illaire ? Je mets l'affaire aux voix. Elle est adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 10 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CREATION D'UN SERVICE COMMUN DU DEPARTEMENT DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE – APPROBATION

*Mmes C. HART, C. NAVARRE et J. FRECHE, MM. J-P. RICO, J. DOMERGUE, G. LANNELONGUE, J-L SAVY et G. PASTOR entrent en séance ;
Mmes A. YAGUE, V. BARTHAS-ORSAL et M. R. YOUSSESS sortent de séance.*

Monsieur le Président

Nous revenons à l'affaire n° 10.

Régine ILLAIRE

L'affaire n° 10 porte sur la création d'un service commun du département développement et aménagement durables du territoire. Il s'agit de la mise en œuvre de cette mutualisation sur le département développement et aménagement durables du territoire. Cela concerne pour la Métropole 81 fonctionnaires et 25 agents non titulaires, et pour la Ville de Montpellier 54 fonctionnaires et 4 agents non titulaires. Les équipes seront regroupées au sein de l'Hôtel de Métropole, à l'exception du service droit des sols, qui reste à la Ville. Cette affaire a été présentée au Comité technique du 14 novembre. Le collège des représentants de la collectivité a émis un avis favorable à l'unanimité. Le collège des représentants du personnel a émis un avis favorable à la majorité.

Monsieur le Président

Merci, Madame Illaire. Qui demande la parole ? La parole est à Madame Dardé.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, chers collègues, cette affaire concerne, comme nous l'avons déjà évoqué, un certain nombre d'autres affaires, notamment la précédente. Il s'agit de la politique de mutualisation des services de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Nous sommes dans le champ du développement durable, mais d'autres ont été évoqués. L'ensemble des maires est favorable à cette volonté de mutualisation. Nous avons validé ensemble un schéma de mutualisation qui a tracé les orientations générales et surtout défini les objectifs recherchés : une organisation rassemblée au service du développement solidaire des trente-et-une communes. C'est ainsi que cela était indiqué dans le document que nous avons validé à l'époque. Nous partageons tous toujours cet objectif. Mais pour y parvenir, vous aviez défini une méthode de travail. Je reprends les termes du document présenté le 7 mars dernier : la méthode était basée sur la transparence, l'information et la concertation, et la progressivité. Aujourd'hui, force est de constater que vous avancez sans respecter ces principes que vous aviez pourtant énoncés, notamment : la construction d'un agenda social pour une harmonisation progressive des politiques de ressources humaines (nous ne l'avons pas vu) ; une charte financière de partage et de contrôle des charges entre les deux institutions, Ville et Métropole, pour assurer transparence et équité dans les clés de répartition des postes mutualisés (nous ne l'avons pas eue) ; des outils de pilotage permettant d'évaluer l'impact de la mutualisation.

Nous étions tous réunis à votre initiative, Monsieur le Président, samedi, pour la présentation du projet de territoire. Écoutez vos propos, Monsieur le Président, notamment une phrase que vous avez prononcée : dialogue permanent pour que l'intelligence prime dans les décisions. L'intelligence, certainement ; le dialogue, nullement. Monsieur le Président, que nous ne voterons pas cette délibération, car nous n'avons pas été associés en toute transparence pour accompagner ce processus. Merci.

Monsieur le Président

Vous savez, Madame Dardé, que vous parlez de la délibération qui concerne l'urbanisme, l'aménagement durable. Je vous dis cela, parce que la Ville de Castelnau a transféré ses permis de construire à la Métropole. Donc vous êtes assez mal placée pour donner des leçons.

Catherine DARDE

Je ne donne pas de leçons.

Monsieur le Président

Si. Seules deux communes n'ont pas transféré les permis : Castelnau et Baillargues, qui ont gardé l'instruction des permis de construire. Pour ce qui est de toutes les autres communes, c'est la Métropole qui instruit les permis de construire, évidemment avec les maires. Je rappelle que les maires sont les seuls, jusqu'aux PLUI, à pouvoir construire les PLU.

La parole est à Monsieur Calvat.

Renaud CALVAT

Merci, Monsieur le Président. Ces rapports, que nous sommes en train de voter concernant la mutualisation, m'incitent à intervenir, parce que je souhaiterais avoir – pas forcément aujourd'hui mais en tout cas dans les semaines qui viennent – des précisions sur la façon dont cette mutualisation sera mise en œuvre. Lorsque la compétence a été transférée, parce que la loi a donné à la Métropole un certain nombre de compétences qui étaient auparavant exercées par les communes, les communes ont transféré à la Métropole les moyens afférents, que nous mettons en œuvre, à la fois humains et financiers, pour assumer ces compétences. Cela est le cas pour ce qui est de la voirie par exemple, la Métropole étant maintenant compétente. L'ensemble de ces trente-et-une communes ont transféré les agents affectés à la voirie ainsi que les recettes financières correspondant aux salaires de ces agents, à l'année n-1. Tout cela a été déterminé par la CLECT. Nous l'avons voté ici et tout se passe dans la sérénité.

La mise en place de la mutualisation est différente, puisqu'il ne s'agit pas d'une application d'une compétence imposée par la loi. Il s'agit du choix d'une commune, en l'occurrence Montpellier, et du Conseil de métropole d'exercer ensemble une compétence qui n'a pas été transférée par la loi. J'ai échangé avec Max Levita voici quelques semaines sur cette question. Je souhaitais savoir comment allait être géré à l'avenir les évolutions du coût de cette gestion de compétence partagée, puisque les communes ne mutualisent pas avec la Métropole. J'ai un service culturel, un service des marchés par exemple dans ma commune. Or je ne mutualise pas avec la Métropole. Je souhaitais simplement être informé, à l'avenir, de l'évolution du coût de cette mutualisation. Si l'agent, qui auparavant était au service de la Ville de Montpellier, devient demain un agent métropolitain, en intégrant donc le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole, qui prend en charge le GVT ? Ce GVT est-il pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole en totalité ? Ou bien existe-t-il un partage de ce coût entre la Métropole et la Ville de Montpellier ? Il est évident que les communes qui ne mutualisent pas avec vous n'ont pas à prendre en charge l'évolution de ces agents. Je pense que nous serons tous d'accord sur le principe.

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec cela.

Renaud CALVAT

J'ai donc demandé un certain nombre d'informations, que je n'ai pas eues. Je pense que je vais les avoir dans les prochains jours. Cela explique pourquoi j'ai voté contre la délibération précédente et que je m'abstiendrai concernant celle-là. Il est important que les maires – qui représentent leur conseil municipal et les contribuables – aient cette information, puisque nous ne mutualisons pas nos services avec Montpellier Méditerranée Métropole. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Calvat. Nous vous répondrons après. La parole est à Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Je voulais insister sur la nécessité de la coopération entre la Métropole et les communes concernant ces sujets d'urbanisme. J'en ai eu une démonstration à l'occasion d'un événement auquel vous participiez, très heureux, à savoir le début des travaux pour la suppression du passage à niveau de Baillargues. À cette occasion, j'ai discuté avec une série d'acteurs. J'aimerais dire quelques messages que j'ai entendus et qui me poussent à dire que nous pouvons faire beaucoup mieux en matière de coopération. La SNCF m'a dit que, maintenant que ce passage à niveau, le plus dangereux de l'Occitanie, va être supprimé, le plus dangereux sur la liste est celui de Castelnau, où il existe une alerte rouge. Avec toutes les constructions autour du passage à niveau, la fréquentation augmente et il ne reste plus qu'un des quatre côtés du passage à niveau, qui n'est pas urbanisé. Cela implique le fait que les coûts de construction vont continuer de croître. La SNCF signale donc une alerte rouge. Que fait la Métropole ? C'est ce que m'a dit la SNCF. Les services de la Métropole m'ont demandé ce que fait Castelnau, qui devrait, comme Baillargues, contribuer au financement, même modeste, de la suppression du passage à niveau. J'ai eu l'occasion d'en parler à cette occasion

avec le nouveau maire de Castelnaud, qui m'a dit que la doctrine avait changé et qu'il était possible que Castelnaud participe au financement de ce passage à niveau. Il s'agit d'une opération globalement très chère, puisque nous parlons d'une somme entre 10 et 15 millions d'euros. Je pense donc que la coopération doit progresser. Je souhaite que ce nouveau service fusionné travaille avec les communes attentivement, et en particulier n'hésite pas à faire des réunions de secteurs, comme cela a été fait à d'autres occasions. Évidemment, la métropole est très grande. Dans un périmètre sectoriel, divisé en six secteurs, il existe une série d'éléments que nous pouvons voir de façon plus fine et précise.

Monsieur le Président

Merci. Je vais vous répondre tout à l'heure. La parole est à Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues, je souhaite intervenir sur deux points. D'abord, vous avez listé Bailargues et Castelnaud en tant que communes n'ayant pas donné l'examen de leurs permis. De mémoire, mais je peux me tromper car cela a pu changer depuis, je crois que la Ville de Montpellier non plus n'avais pas donné l'examen de ses permis. Donc cela ferait trois communes.

Monsieur le Président

Mais je n'ai pas fait de diatribe contre le système.

Cyril MEUNIER

Mais je ne fais aucune diatribe contre aucun système. Je remets de l'information au sein de cette assemblée.

Monsieur le Président

Grâce à vous, cela est plus transparent, c'est sûr.

Cyril MEUNIER

Concernant la création d'un service commun du Département développement et aménagement durables du territoire, qui ne lie que la Ville de Montpellier et la Métropole, cela fait encore une mutualisation exclusive à Montpellier. Nous avons besoin d'une évaluation des mutualisations déjà effectuées, et d'une bonne précision vis-à-vis de l'ensemble des trente-et-unes communes sur les prises en charge des GVT, des frais supplémentaires et des possibilités qui nous sont offertes en tant que maires de mutualiser des services qui pourraient nous intéresser. Je ne vois pas pourquoi seul Montpellier serait intéressée par la mutualisation.

Monsieur le Président

Vous n'avez qu'à venir.

Cyril MEUNIER

Nous avons rarement été sollicités. Je profite de mon intervention pour vous poser une autre question. Nous avons reçu des informations concernant les services de l'Hôtel de Ville de Montpellier, l'Hôtel de Département et le bâtiment que nous allons louer a priori – Le Belem. La répartition des services va être faite. Je ne dis pas que cela n'est pas utile : peut-être convient-il de le faire. Mais j'aimerais bien qu'en conférence des maires – que nous n'avons pas eue depuis trois mois – nous puissions en discuter, et surtout que vous puissiez nous expliquer, à nous les maires de la métropole, comment nous pourrions accéder à l'ensemble de ces services, y compris à l'intérieur de l'Hôtel de Ville de Montpellier – qui est évidemment sécurisé puisqu'il s'agit d'un bâtiment public. Aurons-nous à partir de demain, puisqu'une partie de nos services seront là-bas, un accès à ce bâtiment si nous voulons aller voir les services co-payés par l'ensemble des habitants de la métropole ? Merci de me répondre. Évidemment, je voterai contre cette délibération sur la mutualisation tant que nous n'aurons pas eu cette discussion sur l'évolution et l'évaluation des premières mutualisations mises en place. Merci.

Je précise qu'il n'y a aucune polémique dans mon propos. Il s'agit juste d'une demande d'explication et d'un rappel du fait qu'il existe trente-et-une communes dans l'intercommunalité et qu'il est logique que les maires aient accès, comme le maire de Montpellier, à l'ensemble des services, aussi bien en termes de proposition de mutualisation qu'en termes d'accès physiques aux services. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Lattes, nous ne refusons aucune commune qui veut mutualiser. Il s'agit de l'esprit de ce que nous faisons depuis le début. Des communes souhaitent mutualiser leurs services concernant certaines compétences et d'autres ne le souhaitent pas.

Cyril MEUNIER

Excusez-moi, Monsieur le Président, je vous coupe. Nous ne refusons pas. Nous avons un théâtre, un grand nombre d'actions culturelles, une médiathèque communale. On ne nous a jamais proposé, dans le cadre de la réflexion de mutualisation que vous avez menée avec les services de la Métropole, à ce que nous soyons aussi partenaires de cette mutualisation. J'aurais peut-être envisagé une mutualisation des services culturels. Nous ne devons pas présager de la réponse d'un ami, à partir du moment où nous ne lui avons pas encore posé la question.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Lévida.

Max LEVITA

Vous m'aviez demandé, Monsieur le Maire de Lattes, si cela était envisageable. J'avais répondu que cela était parfaitement envisageable. J'avais simplement ajouté la conséquence financière pour vous, ce qui vous a fait reculer. Je n'ai aucun jugement à ce propos. Nous n'allons pas jouer à « je te tiens, tu me tiens par la barbichette ». Nous ne pouvons pas vous le proposer. Nous craignons que vous vous sentiez démunis, dévêtus. Mais cela a toujours été ouvert. Nous en avons longuement discuté dans les CLECT, lorsque le problème s'est posé. Vous avez voté tout à l'heure les répartitions de 60 %, 30 %, etc. De toute manière, il est prévu – mais attendez que l'année soit finie – que vous ayez un rapport sur la mutualisation, son fonctionnement et ses conséquences. Je ne crois pas que la situation ait changé concernant la volonté de transparence.

Cyril MEUNIER

Nous avons peut-être discuté de cela, vous et moi. Mais à aucun moment nous n'avons envisagé cela concrètement et à aucun moment je n'ai reculé sur les sommes. Lorsque la transparence sera faite sur la mutualisation, nous pourrons, moi et les autres maires, juger de l'intérêt de mutualiser ou de continuer à porter cette mutualisation entre Montpellier et la Métropole.

Monsieur le Président

Monsieur Fina, donnez-nous exactement les termes de la loi sur l'évaluation et notre devoir de rendre compte. Cela est très important.

Christian FINA

À partir du moment où nous avons fait un schéma de mutualisation, que chaque commune a voté, il nous impose de faire, au moment du débat d'orientations budgétaires, un bilan et une évaluation précis des services qui ont été mutualisés. À l'occasion du DOB, prévu au mois de janvier, nous aurons à vous présenter l'état exact de ce qui a été mis en œuvre et la manière dont cela est financé. Je rappelle, concernant les mutualisations, que la facturation des services mutualisés se fait à l'euro près. Si une commune décide de mutualiser son service, elle participe financièrement à la valeur annuelle du montant du service transféré. Il n'existe donc pas de prise en charge particulière par la Métropole, si ce n'est la mise à niveau des régimes indemnitaires, puisque lorsque nous intégrons des personnels à la Métropole, nous les mettons sur le même régime indemnitaire. C'est la Métropole qui prend en partie en charge le différentiel du régime indemnitaire. La situation est la même concernant le GVT, puisque cela est réparti entre la commune et la Métropole, selon la quotité. Cela est transparent. Cela est une obligation. Nous sommes d'ailleurs contrôlés par la CRC sur ces questions. Nous allons arriver en janvier avec l'état financier précis de ce qui a été fait.

Monsieur le Président

Je vais faire un point sur l'intervention de Monsieur Rouilleault concernant le passage à niveau. L'opération de Baillargues est une opération exemplaire, parce que toutes les collectivités se sont donné la main pour arriver à boucler le dossier. J'observe d'ailleurs qu'il est bon que la SNCF se soit exprimée, car depuis plusieurs mois je ne l'entends pas sur d'autres dossiers. Cela me fait plaisir de voir qu'ils ont retrouvé la voix « ferrée ».

Concernant Castelnau, vous devez vous mettre d'accord. Vous parlez de Castelnau, mais pas de la même façon. Je ne comprends plus rien.

Henri ROUILLEAULT

Le maire de Baillargues [a indiqué qu'il avait] participé au financement. Il me semble que cela doit être possible à Castelnau. En discutant avec Monsieur Lafforgue, cela semblait possible.

Catherine DARDE

Nous n'allons pas discuter d'un sujet qui n'est pas à l'ordre du jour, avec un maire qui n'est pas là. Il serait bon que nous attendions que cela soit à l'ordre du jour et que les personnes concernées soient présentes. Je redis que nous avons une méthode de travail que vous avez fait valider avant la mise en place de la mutualisation et que vous ne la respectez pas. Vous allez nous présenter les résultats *a posteriori*. Ce n'est pas ce qui était écrit dans ce que nous avons signé.

Monsieur le Président

La parole est à Madame Cassar.

Michelle CASSAR

Monsieur le Président, je voudrais avoir des précisions, car certains éléments ne sont pas très clairs. Nous parlons de mutualisation, ce qui implique une efficacité et une réduction du coût. J'entends Monsieur Fina parler de dépenses, d'un coût certain dans le cadre de la mutualisation. À chaque fois que nous présentons un rapport sur la mutualisation, il s'agit de faire des économies d'échelle, donc des économies. Je ne comprends pas bien l'intérêt de cette mutualisation. Certes, en proposant un rapport comme vous le faites, je pense qu'il existe des études pour calculer les coûts et voir pourquoi la mutualisation de tel ou tel service est rentable. J'aimerais bien que cela soit plus clair pour que nous puissions nous prononcer en toute connaissance de cause. Il existe ici un manque d'informations. Nous ne pouvons pas voter pour sans savoir ce que cela va coûter. Cela est très flou. J'aimerais en outre avoir la réponse avant le vote du rapport sur l'accès aux services qui seront mutualisés. Merci.

Monsieur le Président

Je vais donner la parole à Monsieur Lévit, puis à Monsieur Meissonnier. Je vous parlerai ensuite de la conférence des maires. Je suis content que vous en parliez. Le pacte de confiance des maires existe. Le premier point est la conférence des maires. Je suis heureux de vous l'entendre dire. Il ne s'agit donc pas que d'une affaire de vice-président. Cela me fait plaisir. Monsieur Lévit va répondre sur une thématique fondamentale de mutualisation de la Métropole, qui intéresse tous les maires : la voirie.

Max LEVITA

Nous en avons déjà discuté plusieurs fois, Madame la Maire. Concernant la compétence voirie, le transfert a eu lieu. Le principe était la neutralité budgétaire. La Métropole a donc enregistré les sommes d'argent...

Il s'agit de mutualisation.

Monsieur le Président

Laissez parler Monsieur Lévit. Il a le droit à la parole.

Max LEVITA

Je vous rappelle les conditions dans lesquelles cela s'est fait. Nous en avons discuté ici, en conférence des maires et en réunion des vice-présidents. Nous avons transféré à la Métropole les dépenses que nous faisions en matière de voirie, y compris les charges de personnels. Cela s'est fait sur des bases historiques. Le résultat est le suivant. Pour la Métropole, il existe un supplément de dépenses qui s'élèvent à plus d'un million et demi d'euros, sur lesquelles j'ai attiré votre attention. Je vous ai demandé s'il était envisageable que les trente-et-une communes y participent. Vous avez refusé. La loi était pour vous, puisque nous avons fait le transfert sur des critères historiques. Il a existé un plus pour la Métropole. La Métropole n'est pas Monsieur Saurel et moi-même, mais nous tous. La mutualisation à long terme sera bénéficiaire. Madame la Maire, vous savez très bien qu'à court terme cela ne l'est pas et que cela ne peut pas l'être. Les journalistes pensent que nous remplaçons du jour au lendemain deux personnes par une. Cela n'est pas vrai et vous le savez très bien. À l'heure actuelle, il n'existe pas d'économie monstrueuse de cette procédure. À terme, il en existera, lorsque tout sera organisé et réorganisé. Pour le moment, nous devons le mettre en place. Tous les services demandent du personnel supplémentaire. La demande me paraît justifiée et honnête, bien qu'elle soit impossible à satisfaire – ce qui est secondaire.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, puisque nous avons parlé de Baillargues, vous comprenez que cela m'ait interpellé et m'intéresse. Je voulais rappeler ici que le nouveau maire de Castelnau n'est pas là et l'ancien, qui aurait pu confirmer ce que je vais dire, est parti. Je vais être très clair. À l'époque, le passage à niveau de Baillargues était classé au même niveau que celui de Castelnau. J'ai dû faire le pied de grue devant les différentes institutions de tutelle pour arriver à l'inscrire dans la catégorie « dangereux ». Je me souviens que notre sénateur, avec qui à l'époque j'avais de très bons rapports parce qu'il était député, m'avait dit que ce n'était pas à moi de financer et que je devais garder l'argent de la commune pour faire autre chose. On me dit maintenant que tout est possible. Or cela était déjà possible à l'époque, puisque je m'étais inscrit, avec le budget de la commune, pour financer la mise en sécurité de ce passage à niveau, qui était sur le même niveau d'accidentologie que celui de Castelnau. Il existe des choix politiques. Avant de faire entrer « Super béton » dans ma commune, j'ai préféré sécuriser les passages d'un niveau à un autre. Avant d'urbaniser le territoire – d'autant plus que nous avons la compétence urbanisme ainsi que l'instruction des permis de construire, que nous n'avions pas transférée comme Castelnau et la Ville de Montpellier – nous avons des choix politiques à faire. Avant d'urbaniser, notre devoir est de mettre en sécurité nos populations avant de les mettre dans des situations dangereuses. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meissonnier. Pour ceux qui souhaitent s'inscrire à la prochaine conférence des maires, acte un du pacte de confiance des maires, je vous propose une date. Cela ne fait pas trois, mais deux mois. La prochaine date est le 4, à 10 h 30. Vous l'avez déjà. La parole est à Monsieur Raymond, comte de Montlaur.

Joël RAYMOND

Non, je ne fais pas partie de la famille de Montlaur. Je le regrette.

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais revenir sur ce qu'a dit Madame Cassar. Monsieur Lévi nous a fait une présentation très claire du transfert de compétences, celui sur lequel nous avons travaillé, notamment avec un bureau d'études, qui est venu évaluer sur nos neuf dernières années, notamment en termes de voirie, les coûts que cela représentait pour chaque commune, et donc notre attribution de compensation. Sur quoi intervenons-nous aujourd'hui ? Sur le schéma de mutualisation. Il ne s'agit pas d'une chose transférée. Nous mutualisons dans certains domaines certains postes. Pour autant, les deux questions qui me paraissent essentielles sont les suivantes. Cela n'a pas été forcément proposé à toutes les communes, comme le disait Cyril. Il existera en effet un état des lieux, comme l'a rappelé Monsieur Fina, mais il s'agira d'un état des lieux *a posteriori*. Il serait bon que nous en rediscutions ensemble en conférence des maires. Le second élément concerne l'aspect physique. Nous apprenons par une circulaire que des agents métropolitains sont transférés à l'Hôtel de Ville. Comment les élus pourront accéder à ces services, à ces personnes pour pouvoir continuer à travailler ? Il s'agit de deux questions essentielles. Malheureusement, nous débattons depuis un quart d'heure en tournant autour du pot et nous ne répondons pas clairement. Merci.

Monsieur le Président

C'est ici, à l'Hôtel de la Métropole que l'ensemble des services sera visible. Vous n'allez pas les voir dans leur bureau. La majorité des services qui sont à la Métropole sont consultables sur place. Lorsque vous voudrez les consulter, vous pourrez les voir ici. C'est exclusivement en raison d'un problème de place et de frais que nous fait cela. Pensez-vous que je passe ma vie ans les services ? Je n'ai pas le temps. Je dois m'occuper de vous. Je dois vous surveiller en permanence. La parole est à Madame Dardé.

Catherine DARDE

Je pense que je ne comprends pas bien. Concernant les services qui sont transférés à la Ville (Finances, Ressources Humaines, Communication), comment les conseillers métropolitains, qui n'ont pas d'accès à l'Hôtel de Ville, pourront accéder à ces services ? Il n'en existe pas qu'un, mais cinq ou six.

Monsieur le Président

Lorsque vous voulez voir les services, vous les appelez et ils vous recevront ici. C'est simple. Au Département de l'Hérault, tous les services ne sont pas à l'Hôtel d'Alco. À la Région, ils ne sont pas tous à l'Hôtel de Région.

Monsieur Calvat, vous allez trop loin. Huit élus au Département n'ont aucune carte, aucun secrétaire, aucun ordinateur, ni aucun attaché de commission. Ils sont là et cela fait trois ans.

J'essaie de faire comme mon grand-frère du Département. Mais il est à un tel niveau que je n'y arrive pas.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, nous ne parlions pas seulement pour les parias du dernier rang. Nous parlions pour l'ensemble des maires et des conseillers métropolitains. Vous dites aux élus que s'ils veulent voir tel service, déplacé par décision interne du directeur général des services et du président de la Métropole dans tel bâtiment de la Ville de Montpellier, ils conviennent de les appeler et ils viendront les voir ici. Il s'agit de prévenir pour qu'ils puissent prendre rendez-vous avec nous. Nous ne pouvons donc pas les voir si nous en avons besoin lorsque nous arrivons. Cela ne concerne pas seulement les parias comme nous. Nous ne parlons pas des parias du dernier rang, mais de tout le monde. Nous ne pourrions donc pas les voir. Nous devons prendre rendez-vous. En plus, ils doivent se déplacer, ce qui ne pas être très pratique pour eux puisqu'ils vont perdre du temps. Je suis dans cette humble institution depuis quelques années. À chaque fois que j'ai eu besoin d'une information précise, quels que soient les services – que je remercie de toujours m'avoir répondu instantanément –, j'entrai dans le bâtiment en tant que maire de l'intercommunalité à laquelle je participe avec ma commune, humblement, avec quelques subsides pour faire plaisir à Max et à tout le monde, et avec quelque intérêt d'avoir une ville comme Lattes à l'intérieur de Montpellier Méditerranée Métropole. J'allais voir les services et je repartais après avoir eu mon information, sans avoir besoin de déranger.

J'en arrive à mon dernier point. Il s'agit juste d'un clin d'œil. Ne le prenez pas mal : je le fais car vous ne souriez plus depuis cinq minutes, or j'aime bien vous voir sourire. J'espère que dans la mutualisation, il n'existe pas de participation au remboursement de l'Hôtel de Ville de Montpellier au prorata de l'occupation des locaux de la Métropole. Sans quoi la mutualisation pourrait aussi être intéressante. Il s'agissait d'une boutade, mais je n'ai pas réussi à vous faire rire.

Monsieur le Président

Vous me faites toujours sourire, Monsieur Meunier, lorsque vous donnez aux autres des leçons de transparence.

Cyril MEUNIER

Sur quel point ai-je manqué de transparence vis-à-vis de vous ? Arrêtons-nous là. Ce n'est pas aux vieux singes qu'on apprend à faire les grimaces. Nous pourrions jouer pendant des heures, vous et moi.

Monsieur le Président

Ne vous inquiétez pas. La parole est à Monsieur Lévi.

Max LEVITA

Monsieur le Maire de Lattes, vous avez dit dans un journal que les décisions de Monsieur Saurel avaient été prises pour faire financer dans la Métropole un certain nombre de dépenses qui incombaient à la Ville de Montpellier. Depuis le premier jour où nous avons été élus, Monsieur Saurel et moi-même, aux finances, nous sommes très attentifs à ce point. Si vous avez l'esprit mal tourné, vous pouvez effectivement penser que nous en profitons. Vous oubliez que nous sommes sous le contrôle de la Chambre régionale des comptes – ce qui me paraît logique. Vous oubliez que nous avons des fonctionnaires à la Ville et à la Métropole et je serais étonné qu'ils acceptent des ordres si tant est que nous leur en donnions. Il s'agit en outre d'un attentat à notre honneur, car nous sommes extrêmement attentifs à ce que vous pourriez nous imputer sur ce point-là. Dans les rapports précédents, on vous a annoncé les pourcentages donnés. Les vérifications seront faites. De grâce, si vous rentrez dans cette méfiance généralisée, nous allons à la catastrophe, non seulement entre nous, mais devant nos électeurs – ce qui me paraît extrêmement dangereux pour l'avenir.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Cour.

Christophe COUR

Tout à l'heure, vous critiquiez le fait de ne pas avoir de secrétariat et de bureau au Département. Mais je tiens à vous signaler, Monsieur le Président, que la situation est la même pour nous : il n'existe ni secrétaire, ni bureau à la Métropole.

Monsieur le Président

Mais les maires ont tous des secrétaires.

Christophe COUR

Je parle de la situation à la Métropole. Il n'existe pas seulement des vice-présidents et des maires parmi nous.

Monsieur le Président

Mais vous avez un groupe. Les moyens seront donnés au groupe, dès que le groupe au Conseil départemental aura les moyens. Vous ne croyez quand même pas que je vais me laisser avoir.

Christophe COUR

Pourquoi devez-vous toujours vous comparer ? Vous n'avez pas assez de personnalité pour le faire par vous-même ? Cela paraît incroyable.

Monsieur le Président

Je vais donner la parole à Monsieur Bonnal. Il s'agit du parallélisme des formes. Je sais que cela vous embête, mais que voulez-vous que j'y fasse ? Je le regrette au plus haut point. Mais il s'agit de la seule façon d'être entendu, ce qui est malheureux. La parole est à Monsieur Bonnal.

Pierre BONNAL

Je vais revenir sur ce qu'a dit le vice-président en charge des finances. Je m'exprime en tant que maire, et non en tant que métropolitain. Aujourd'hui, le maire du Crès ne sait pas où il en est concernant ses finances de voirie. Je ne sais pas exactement combien j'ai dépensé en 2016 – et je ne parle pas de 2017. Le parking, prévu d'ici la fin de l'année, ne sera pas fait. Nous ne savons pas où se trouve l'argent. Monsieur le Vice-président, je pense que tu devrais faire une mise à plat de tous les comptes concernant la voirie. Encore une fois, je ne mets personne en cause, ni le personnel et encore moins celui du pôle de Castelnau. Mais nous avons besoin d'une mise à plat. Il existe de l'argent que je cherche. Je ne sais pas où il est et je ne suis pas le seul. Merci. Cette remise à plat est nécessaire. Il s'agit de la faire calmement et tranquillement. Ensuite, nous verrons si nous pouvons payer une secrétaire pour notre groupe.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Dudieuzère.

Pierre DUDIEUZERE

Je souhaite répondre à Monsieur le Maire du Crès. Nous sommes en train de présenter tous les comptes. Certains n'ont pas tout reçu ou qui ne sont pas d'accord avec ce qui se passe. Nous sommes en train, avec les services, de faire le tour pour expliquer et rencontrer. Je rappelle à mon collègue du Crès que je l'ai appelé voici une semaine pour le rencontrer et que j'attends sa réponse. Je suis à sa disposition. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Dudieuzère. La parole est à Monsieur Domergue.

Jacques DOMERGUE

Je ne veux pas entrer dans cette petite guerre entre les uns et les autres, parce que je trouve cela lamentable. En revanche, Monsieur le Président, vous vous étiez engagé fermement à ce qu'à partir du moment où des groupes étaient constitués, ils aient des moyens pour travailler. Je n'accepte pas que vous preniez en otage le fait que votre groupe au Conseil départemental n'ait pas de collaborateurs pour appliquer la même méthode ici. Votre engagement était ferme avant même que ce problème n'existe. Des groupes comme le nôtre seront aujourd'hui pénalisés parce qu'ils n'ont personne pour travailler. Qu'un maire ait des collaborateurs au sein de la Métropole peut servir indirectement au groupe qui existe déjà. Mais cela n'est pas le cas pour notre groupe par exemple. Nous devons donc respecter cet engagement. Il s'agit d'un engagement que vous aviez pris. Vous étiez transparent à ce propos. Vous voyez que je respecte la notion de transparence. Vous devez de respecter cet engagement. Nous avons nous-mêmes des contacts avec des collaborateurs qui attendent votre décision. Nous ne pouvons pas rester indéfiniment dans cet état, parce que la Métropole aujourd'hui est en train de glisser et de prendre un mauvais tournant.

Cela doit cesser, tout comme les petites guerres, et nous devons nous remettre à travailler. Pour cela, des collaborateurs sont nécessaires.

Monsieur le Président

Je n'arrête pas de travailler.

Jacques DOMERGUE

Vous n'êtes pas le seul.

Monsieur le Président

Je n'arrête pas. Monsieur Domergue, votre groupe des Républicains au Département a une secrétaire. Comment cela se fait-il ?

Je voudrais savoir pourquoi le groupe des Républicains du Conseil départemental, qui compte huit conseillers, a une secrétaire, un attaché de groupe et des ordinateurs, et pourquoi le nôtre, qui comporte huit conseillers départementaux, n'a ni secrétaire ni ordinateur. Cela est hors la loi.

Jacques DOMERGUE

Il existe des personnes, derrière ces engagements, qui attendent votre décision.

Monsieur le Président

Moi aussi, j'attends.

Jacques DOMERGUE

Vos problèmes relationnels avec le Département ne peuvent pas se répercuter ici.

Monsieur le Président

Il ne s'agit pas d'un problème de relation, Monsieur Domergue. En plus, vous savez que je vous aime bien : si je devais vous dire oui, je le dirai à vous directement. Mais je ne peux pas et je vais vous expliquer pourquoi. Nous devons respecter la loi. Il s'agit d'une loi. Je la respecterai quand tout le monde la respectera.

Vous me demandez donc de respecter la loi et vous acceptez que d'autres ne la respectent pas. Cela est quand même incroyable. Ce n'est pas propre. Cela est complètement nul.

Henri ROUILLEAULT

La loi qui se prépare sur le droit à l'erreur ne prévoit pas l'erreur des erreurs des collègues.

Monsieur le Président

Je vais réétudier tout cela.

Si tout le monde jouait le jeu, cela serait plus facile. La parole est à Monsieur Lannelongue.

Gérard LANNELONGUE

Je voudrais apporter une parole sage dans cette Assemblée qui en manque. Je comprends le problème politique que vous avez avec le Département. Je ne suis pas cela d'aussi près que certains d'entre vous.

Monsieur le Président

Il ne s'agit pas d'un problème politique.

Gérard LANNELONGUE

Mais vous auriez peut-être un plus joli coup politique à faire, en disant que vous ne faites pas comme le Département, qui prive de démocratie les élus dits d'opposition, et que vous autorisez les groupes constitués à la Métropole d'avoir des collaborateurs. Cela serait beaucoup plus fort pour vous, me semble-t-il. Je m'adresse à la presse : vous reprendrez cela ainsi. Cela est évocateur.

Monsieur le Président

Monsieur Lannelongue, comme j'aimerais avoir ce raisonnement.

Gérard LANNELONGUE

Je ne suis pas à votre place.

Monsieur le Président

Monsieur Lannelongue, votre raisonnement me séduit, sur le fond, sur la philosophie. Vous ne pouvez pas imaginer à quel point. Malheureusement, je connais la nature humaine. Je la connais tellement que je sais comment cela fonctionne. Cela est ainsi depuis la nuit des temps.

Regardez. Monsieur Revol, Monsieur Ruf et Monsieur Neuschwander font une conférence de presse cet après-midi. Monsieur Ruf se plaint que je ne l'ai pas appelé et que nous l'avons débarqué de la régie. D'abord, l'Assemblée a le droit de voter d'autres représentants. Ensuite, Monsieur Ruf a eu une lettre qui a été signée par le Directeur général des services. Il s'est plaint de n'avoir eu que quatre lignes. Monsieur Ruf est un scientifique excellent. Je n'ai rien à dire sur Monsieur Ruf. Je le remercie pour son travail. Mais il fait une conférence de presse avec Monsieur Revol et Monsieur Neuschwander. Que voulez-vous que je vous dise ?

Le jour où j'ai proposé la présidence du SYBLE à Monsieur Meunier, il a fait une conférence de presse l'après-midi, il a dit pis que pendre de moi et il me représente en grand sur ses panneaux. Que voulez-vous que je fasse ? Que je tende la joue gauche ? Je ne tends pas la joue gauche. Tant que nous n'aurons pas de groupe, nous n'aurons pas de groupe, sauf cas particulier. Il peut exister des cas particuliers. Le groupe des Républicains du Département a une secrétaire. Pourquoi n'avons-nous pas un secrétaire ?

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Revol.

René REVOL

Monsieur le Président, lors de la dernière séance du 2 novembre, vous avez eu des mots très favorables concernant la boulangerie du centre de Grabels.

Monsieur le Président

Oui.

René REVOL

Comme tous les matins, vers 6 h 30 ou 7 h, je suis allé acheter mon pain à la boulangerie de Grabels et j'étais dans la file d'attente. Savez-vous de quoi ils ont parlé ? Du SYBLE.

Monsieur le Président

Ils n'avaient pas bien fait alors.

René REVOL

Puis-je terminer, à moins que vous n'ayez plus le sens de l'humour ? Je ne le crois pas. Nous avons donc parlé du SYBLE. Nous nous sommes tous réjouis, ce matin-là, de la réélection triomphale de Monsieur Cyril Meunier à la tête du conseil d'administration du SYBLE, puisqu'il a toujours défendu avec beaucoup d'assiduité la cause de Grabels. Pour pacifier un peu la situation, nous nous sommes cotisés dans la file d'attente et nous avons décidé de vous offrir une baguette de Grabels.

Monsieur le Président

Je vais la manger avec joie ! Vous remercirez Madame la boulangère et Monsieur le boulanger de Grabels. Vous leur direz que j'ai été sensible à leur cadeau, car offrir du pain est un acte symbolique très fort. Nous la mangerons par petits bouts tout à l'heure et nous la partagerons. La parole est à Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Je ne savais pas que mon élection avait eu un impact aussi important sur la boulangerie de Grabels. Mais je pense que je suis marqué du fer rouge.

Tu as raison, il existe sûrement un conflit d'intérêt : cela fait un peu fournisseur.

Je reviens sur vos propos, car j'aime bien le monde suivant Philippe Saurel. Mais il convient de le ramener à la réalité des dates et des faits. D'abord, je ne vois pas pourquoi vous appliquez à notre groupe une sorte de jurisprudence départementale que vous critiquez. Si je n'étais pas, dans ce groupe, conseiller départemental du groupe majoritaire, feriez-vous la même chose ? Je ne sais pas. Je ne comprends pas pourquoi il existe un

« parallélisme des formes » comme vous dites entre ce qui se passe au Département et ce qui se passe avec notre groupe, car il ne s'agit pas d'un groupe départemental porté par le Département. Je ne vois pas où est la difficulté et le parallélisme des formes.

Monsieur le Président

Il existe le respect des lois.

Cyril MEUNIER

Il s'agit du respect des lois par le Département. Mais je ne vois pas pourquoi cela se reporte sur notre groupe. Le règlement de notre Assemblée indique que des moyens doivent être donnés à ces groupes.

Concernant la transparence et l'histoire que vous avez racontée, lorsque vous m'avez appelé lundi matin, la conférence de presse de lundi après-midi avait été annoncée jeudi. Vous en étiez totalement au courant. L'après-midi, je n'ai pas du tout dit pis que pendre de vous. J'ai juste marqué, au même titre que mes collègues, ma désapprobation par rapport à la réorganisation de la Métropole. Vous le saviez puisque nous vous l'avions expliqué ici. Je n'ai rien dit de plus. Vous ne m'avez surtout pas prévenu que vous alliez changer d'avis entre le lundi matin et le jeudi. Vous avez appelé les services pour précipiter l'élection du président du SYBLE, avant que j'y sois de nouveau nommé par vous, puisque c'est ce que vous m'aviez proposé. Quant aux affiches, elles sont sorties la semaine suivante. Il n'y a donc rien à voir avec votre changement de décision. Maintenant, nous n'allons pas polémiquer. Je pense que les gens en ont marre de tout cela. Le monde suivant Monsieur Saurel n'est pas forcément le vrai.

Monsieur le Président

Les affiches étaient une bonne idée.

Cyril MEUNIER

Si j'en crois encore l'explication officielle, c'est parce qu'on vous a prévenu dans un restaurant de Lattes que je voulais prendre votre place, que vous m'avez évincé de la vice-présidence. Je pense que nous devons arrêter les histoires diverses et variées.

Monsieur le Président

Je ne vous ai pas évincé. C'est vous qui n'avez pas voulu entrer dans le groupe.

Cyril MEUNIER

Très bien, merci.

Monsieur le Président

Vous n'avez pas voulu entrer dans le groupe, alors que vous m'aviez proposé d'être mon intermédiaire avec Monsieur Macron.

Cyril MEUNIER

Non, je n'ai jamais proposé cela. Cela s'était passé avant les présidentielles.

Monsieur le Président

Vous mentez.

Cyril MEUNIER

Je n'ai jamais dit d'être l'intermédiaire de Philippe Saurel.

Monsieur le Président

Vous me l'avez dit.

Cyril MEUNIER

Je n'ai jamais dit d'être l'intermédiaire de Philippe Saurel. Nous avons parlé sur les bancs du basket. Est-ce exact ?

Monsieur le Président

Vous mentez, Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Non, je ne mens pas. Je n'ai jamais dit que je voulais être l'intermédiaire. J'ai dit à ce moment-là que j'hésitais à le rejoindre. C'est tout ce que j'ai dit. Et je n'y suis pas allé.

Monsieur le Président

J'ai l'habitude. Vous m'aviez dit la même chose avec Manuel Valls. J'ai de la mémoire.

Je mets aux voix l'affaire n° 10.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (9 abstentions et 17 votes contre).

Ont voté contre : M. P. BONNAL, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. C. COUR, Mme C. DARDE, M. T. DEWINTRE, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, M. A. LARUE, M. C. MEUNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

Se sont abstenus : M. R. CALVAT, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, Mme C. HART, M. H. MARTIN, M. J.-P. MOURE, M. E. PENSO, M. E. PETIT, M. H. ROUILLEAULT.

AFFAIRE N° 12 : FINANCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - REVISIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire n° 12, présentée par Monsieur Lévisa. Dans le cadre de la Décision modificative 2017, il s'agit de réviser certaines autorisations de programme et de crédits de paiement. Qui demande des explications à Max Lévisa ? La parole est à Monsieur Balazun.

Geniès BALAZUN

Pour ce qui concerne la voirie dans ma commune, j'aimerais comprendre d'où sortent les chiffres qui ont trait à ma commune. Je ne peux pas le voter en l'état. En début d'année, nous avons envoyé le fonds de concours que nous voulions pour l'année 2017, qui s'élevait à environ 120 000 euros. J'ai appris voici trois semaines que la Métropole avait inscrit 34 000 euros. Je ne sais pas d'où sort ce chiffre. Je ne peux rien faire avec cela. J'ai rendez-vous jeudi avec un responsable du pôle, qui va m'expliquer cela. Mais je ne peux pas voter une délibération où des chiffres ne correspondent à rien pour ma commune.

Monsieur le Président

Je le comprends.

Max LEVITA

J'ai entendu les critiques de Monsieur Bonnal. Il s'agit d'une question de financement, et non de réalisation.

Geniès BALAZUN

Oui, il s'agit d'une question de financement.

Max LEVITA

Cela appartient au domaine du transport et de la voirie. Vous avez accepté de financer. Vous savez comment cela fonctionne, en termes de voirie. Il existe une attribution de compensation, qui prend 70 % de vos dépenses historiques. Nous avons le droit, par fonds de concours, d'ajouter jusqu'à 100 % – soit 30 %. Deuxièmement, vous avez accepté – ou non – le transfert de la taxe d'aménagement. C'est la Métropole qui l'encaisse. Nous vous en reversons une partie. Il s'agit de cela. Cette opération est faite avec vos services. Cela n'a rien à voir avec le fonctionnement du service de la voirie. Il s'agit de la partie financière. Les 34 000 euros viennent de chez vous, non de chez moi.

Geniès BALAZUN

Le fonds de concours que nous voulions mettre cette année s'élevait à 120 000 euros – quoi que vous ajoutiez au milieu, tel le fonds de concours. Ce sont 120 000 euros et non 34 000 euros qui doivent apparaître. J'ai découvert qu'il était écrit 34 000 euros pour l'essentiel du fonds de concours pour ma commune. Je ne sais pas d'où sort ce chiffre.

Max LEVITA

Je vous répondrai dès demain matin.

Geniès BALAZUN

Merci.

Monsieur le Président

Vous votez contre, si vous le souhaitez. Demain, vous demanderez les explications à Max. S'il existe une erreur, elle pourra être corrigée. Il s'agit au moins d'avoir une explication comptable. Je mets l'affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. G. BALAZUN.

AFFAIRE N° 13 : FINANCES - BUDGET 2017 - DECISION MODIFICATIVE N°1 - ADOPTION

Mmes A. YAGUE, V. BARTHAS-ORSAL, I. GIANIEL, M. BODKIN et C. LEVY-RAMEAU, MM. J-L. COUSQUER, H. DE VERBIZIER et R. YOUSSESS entrent en séance ;

M. C. COUR sort de séance ;

Mme C. NAVARRE sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme V. PEREZ ;

M. J. DOMERGUE sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

La parole est à Max Lévida.

Max LEVITA

Monsieur le Maire, j'aimerais faire une communication sur un point financier, à savoir l'entrée en vigueur de la réforme des valeurs locatives professionnelles. Une commission intercommunale des finances en a parlé. Mais très peu de maires étaient présents. J'ai donc jugé utile de vous faire un compte rendu de la situation dans laquelle nous sommes et des impacts qui ont été relevés par la direction départementale des finances publiques.

Au niveau national, les premiers éléments d'impact en taxe foncière sont les suivants. La moitié des contribuables verront leur cotisation baisser de 65 euros par an en moyenne pendant dix ans, qui est la durée du lissage. L'autre moitié la verront augmenter de 61 euros par an. Les augmentations importantes (10 %, 250 euros) sont très concentrées sur 1,5 % des locaux. Donc 98,5 % des locaux professionnels auront une cotisation de taxe foncière en baisse ou dont l'augmentation sera inférieure à 10 %. Les catégories dont la cotisation baisse le plus sont les hypermarchés (1,2 % par an en moyenne) et les supermarchés (1,1 %). Les catégories dont la cotisation augmente le plus sont les parcs de stationnement à ciel ouvert (4,7 % par an en moyenne), les magasins des centres commerciaux (4,6 %) et les maisons de retraite et de repos (3,7 %).

Au niveau local, la répartition entre augmentation et baisse est identique. 50 % des locaux verront une baisse de leur cotisation. 75 % des hausses sont inférieures à 26 % à horizon dix ans. Près de 6 % des locaux connaîtront une variation supérieure à 60 % à horizon dix ans. Cela est important, car les maires peuvent être interpellés sur ce point. Ces augmentations peuvent être dues, soit à des erreurs de déclaration, soit à d'anciennes évaluations incohérentes avec l'activité du local au jour de la déclaration. L'analyse des principales variations à la hausse fait ressortir quelques variations supérieures à 100 % en 2017, ce qui veut dire une augmentation de 1 000 % à la fin du lissage, ainsi que quelques variations en valeur supérieures à 10 000 euros, soit plus de 100 000 euros à l'issue du lissage. Nous faisons la même opération qu'au plan national : les principales variations à la baisse concernent les magasins de très grandes surfaces et les hypermarchés, qui paieront entre 6 000 et 12 000 euros de moins en 2017.

La commission intercommunale pouvait se prononcer sur l'application de coefficients de localisation à la parcelle. Ils peuvent se situer entre - 30 % et + 30 %, pour tenir compte de la situation particulière d'une parcelle d'assise. La Métropole compte 180 000 parcelles. Une analyse équitable, issue d'un travail exhaustif et impartial en transversalité avec les équipes du développement économique et de l'urbanisme, sera menée sur la base des rôles d'imposition. Pour le moment, nous n'avons pas d'analyse des impacts en termes de cotisation foncière, puisque les rôles viennent de nous être transmis par l'État et aucune simulation n'a été produite par les services de l'État.

La CIID n'a pas proposé de coefficient de localisation pour 2018 afin de mettre en œuvre un travail collaboratif exhaustif qui permettra d'identifier les situations particulières à corriger.

Il s'agissait d'un compte rendu que je voulais vous faire sur un point compliqué.

La Décision modificative est mineure. Il s'agit d'une décision de fin d'année. En dépenses de fonctionnement, je vous propose une augmentation de 3,2 %, à l'intérieur de laquelle figurent 200 000 euros de dépenses réelles. En recettes de fonctionnement, il s'agit de 2 millions d'euros de recettes réelles venant de reversements RSU et d'1 million d'euros de recettes de parking. Au total, cela donne la possibilité de dégager un virement à la section d'investissements complémentaires de 6 millions d'euros. Nous portons cela à 84 millions en additionnant le BP, le BS et cette Décision modificative. En dépenses d'investissement, je vous propose essentiellement des reports d'opérations, qui ne sont pas annulées, sur l'année prochaine, pour 15,6 millions d'euros. Cela concerne principalement les opérations photovoltaïques sur une piscine, 700 000 euros pour le conservatoire régional qui est décalé en 2018, etc. En recettes d'investissement, dans la mesure où nous n'avons plus besoin de financer ces opérations, cela nous permet de diminuer le recours à l'emprunt de 8 millions d'euros. Ainsi, l'emprunt inscrit en 2017 sera de 60,8 millions d'euros. Pour le reste, il s'agit de recettes pour lesquelles il n'y a pas lieu d'approfondir. Le budget annexe d'assainissement concerne des opérations marginales. Dans le budget des transports, en dépenses de fonctionnement, nous notons deux dépenses réelles (500 000 euros et 7 millions d'euros concernant les amortissements). Il n'existe pas de recettes de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement baissent de 8,8 millions d'euros. Il s'agit d'opérations décalées concernant le réseau de tramway et le parking Prado-Concorde. En recettes d'investissement, la baisse concerne des subventions qui n'ont pas été touchées en 2017, mais qui le seront en 2018. Cela nous permet de diminuer le recours à l'emprunt de 7,5 millions d'euros pour porter cet emprunt au Budget à 1,7 million d'euros en 2017. Il s'agit donc d'une Décision modificative dont la portée est limitée.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? La parole est à Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Merci beaucoup pour cette présentation. Entre ce qui était prévu en épargne nette au Budget primitif 2017 et ce qu'elle sera finalement à la fin de l'année, la différence dépasse 6 millions d'euros. Elle est de 34 millions d'euros, si j'ai bien lu le Budget. Nous avions prévu 50 millions d'euros et nous allons voter 84 millions d'euros.

Max LEVITA

Je n'ai pas le calcul sous la main.

Isabelle TOUZARD

En tout cas, quels que soient les chiffres, qui sont importants puisque nous parlons de millions d'euros, l'épargne nette de la Métropole que nous allons voter est très bonne, et même bien supérieure à ce que nous avions prévu au Budget primitif. Je reviens sur l'éternel sujet que nous avons ensemble, à savoir les modalités de reversement des attributions de compensation des communes. Dans le même temps, les communes prélèvent sur leur budget de fonctionnement la part qui normalement revient à l'investissement et qui aurait dû être prélevée sur leur investissement. Aujourd'hui, nous avons un effet de reversement de cette capacité d'épargne des communes vers la Métropole. Certaines communes sont aujourd'hui dans des situations très difficiles et compliquées. Ce mode de calcul et de reversement n'est pas celui qui est adopté dans d'autres EPCI. Nous avons déjà à plusieurs reprises insisté sur ce point. Je pense qu'il est crucial aujourd'hui de réviser ce mode de reversement.

Max LEVITA

Madame la Maire, je comprends votre demande. En tant qu'adjoint de la Ville de Montpellier, je la partage d'ailleurs. Je suis tout à fait conscient que le l'attribution de compensation, qui comportait à la fois des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement, figure en dépenses au budget de fonctionnement. Elle met toutes les communes dans une situation compliquée. Nous avons interrogé la préfecture et la DGCL, qui nous ont répondu que nous ne pouvons pas revenir en arrière. En revanche, dans les dépenses à venir, comme les aires pour les gens du voyage, la distinction entre le fonctionnement et l'investissement sera bien faite. Je vous appellerai au nom de la Métropole à participer au fonctionnement et à l'investissement. Revenir en arrière n'est pas légal. Il ne sera pas possible de le faire à Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues, cher Max, il s'agit en effet d'une question que nous avons déjà fait remonter plusieurs fois lors des dernières conférences des maires au mois de mai. Je voudrais y revenir car cela est important pour les trente-et-une communes. La loi a été modifiée, à travers l'article 81 sur les finances rectificatives, en 2016, et a été votée en 2017. Cette loi précise les modalités de versement de l'attribution de compensation aux communes. Elles ont été assouplies, puisqu'il est désormais possible de créer sous certaines conditions une attribution de compensation d'investissement.

J'aimerais que les autres maires se positionnent à un moment donné. Nous demandons aujourd'hui que nous mettions en place – avec Monsieur le Président, très attaché aux souverainetés des communes et aux communes elles-mêmes –, sur la base du calcul effectué par le bureau d'études, une part qui représente l'investissement. Aujourd'hui, les collectivités comme Bordeaux Métropole et Grenoble ont mis cela en œuvre. Après vérification et contact avec des communes de ces localités et de ces territoires, notamment la commune de Bouliac, qui appartient à la Métropole de Bordeaux, je vous ai extrait, cher Max, une partie du registre des délibérations du Conseil municipal de Bordeaux, avec le tableau récapitulatif. Y sont indiqués les transferts en 2014 et 2015, notamment la part de voirie. Sur 60 millions d'euros, 12,6 millions d'euros figurent en part d'investissement. Je vous donne la délibération. J'aimerais qu'en conférence des maires nous puissions faire ce travail afin d'avoir une certaine neutralité dans les finances et donner de l'air à toutes nos communes. Il s'agit de bien faire la répartition entre l'investissement et le fonctionnement. J'espère, Monsieur le Président, que nous pourrons le faire pour 2018.

Max LEVITA

Je vous enverrai la lettre de la DGCL que nous avons. Notre opposition est pour le moment juridique. Dans le texte que nous avons, il n'est pas prévu de pouvoir revenir en arrière. En revanche, les nouvelles attributions de compensation des domaines nouveaux permettent effectivement de distinguer. Je vous donnerai le texte de la DGCL. Je suis légaliste. Dans le texte que vous avez lu, Monsieur Raymond, il est bien indiqué : « pourrait, sous certaines conditions ». À notre avis, nous ne pouvons pas revenir en arrière.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Les positions des intercommunalités sont souvent citées en référence. Je vous ai donné le document. Celles-ci ont pu évaluer des transferts d'investissement de 2014 et 2015. Je demande simplement que nous analysons cela ensemble, qu'en conférence des maires nous retravaillions sur ce point. Je pense qu'il existe une possibilité. Il ne s'agit sans doute pas de toutes les compétences, mais concernant la voirie, la notion de propreté est indiquée sur le tableau récapitulatif de Bordeaux en dernière page. Je demande juste cela. Cela est important par rapport à l'équilibre financier de nos communes. Aujourd'hui, nous nous rendons compte en lisant la Décision modificative que l'excédent atteint 85 millions d'euros. Il s'agit de la capacité d'autofinancement par rapport à la Métropole dans le budget de fonctionnement. Madame Touzard vient de souligner ce point. Je pense qu'une partie de ces 85 millions d'euros provient aussi des communes, notamment du transfert lié à la voirie, par rapport à de l'investissement qui est devenu du fonctionnement. Je demande simplement une répartition plus égalitaire, car cela nous met dans la misère, au niveau des communes, surtout lorsque nous avons un budget très limité.

Max LEVITA

Je vous entends parfaitement. La Ville de Montpellier, en attribution de compensation, verse 40 millions d'euros. Cela se trouve dans son budget de fonctionnement. Pour le moment, vous me posez un problème que je ne sais pas résoudre. Il existe la loi. On me demande de ne pas respecter la loi. Je ne sais pas comment faire. Ce n'est pas parce que Monsieur Juppé, ancien Premier ministre, peut ne pas respecter la loi, que nous le pouvons aussi. Nous savons très bien que c'est lui qui a fait déposer cet amendement. Il s'agit d'un amendement et non d'une loi. L'interprétation de la DGCL, que je vous transmettrai, nous indique que nous ne pouvons pas revenir en arrière. Nous avons consulté tous les consultants financiers et fiscaux que la France compte. Tous nous disent que nous ne pouvons pas le faire. Je ne sais pas faire d'actions illégales. Monsieur le Président, vous me direz si nous le ferons ou pas.

Monsieur le Président

Je ne fais pas d'actions illégales. Je veux dire à Monsieur Raymond que, dans une conférence des maires, nous porterons ce sujet à l'ordre du jour et que nous vous transmettrons de façon officielle l'ensemble des documents de la DGCL dont Max vient de parler.

Joël RAYMOND

Cela ne concerne pas que Bordeaux, mais aussi Grenoble Métropole. Je ne pense pas que tout le monde fasse des actions hors la loi.

Monsieur le Président

Aussi étrange que cela paraisse, il existe des disparités incroyables dans les métropoles.

Joël RAYMOND

Non. L'interprétation de la loi peut être différente d'un endroit à un autre. Je ne veux pas mettre le doigt dessus, mais j'ai l'impression que nous ne voulons pas ici lire clairement la possibilité offerte aux collectivités avec un vote aux deux tiers.

Monsieur le Président

J'ai entendu vos propos. Nous connaissons le problème. Nous vous proposons d'en reparler en conférence des maires, suivant votre demande, à la lumière des documents que nous avons. La parole est à Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Nous pouvons faire une autre proposition. Nous pouvons peut-être demander au ministère des Finances de se positionner sur le parallélisme des formes, entre les autres intercommunalités et nous. Nous aurons peut-être gain de cause. Votre grande théorie nous servira, financièrement parlant.

Monsieur le Président

Pour revenir aux groupes politiques, si je devais exactement observer le parallélisme des formes avec le Conseil départemental, j'attribuerai les moyens aux groupes de droite.

Max LEVITA

Monsieur le Maire, nous avons participé aux travaux de France Urbaine quand la question du transfert de compétences a été posée aux métropoles. Nous avons demandé à ce moment-là que nous puissions distinguer les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement.

La mairie de Montpellier est aussi concernée que vous par ce mélange. Il n'existe pas de points qui nous différencient à ce sujet. Mais pour l'instant, je ne sais plus dans quel pays nous fonctionnons. J'ai en ma possession un texte de la DGCL qui nous dit que cela n'est pas possible. Donc je l'applique. Dans ce pays, on n'arrête pas tous les meurtriers. Cela ne vous autorise pas à devenir meurtrier. Votre argumentation me paraît faible. Néanmoins, si le Président nous le demande, nous ferons les études.

Monsieur le Président

Je mets l'affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 14 : FINANCES - AFFECTATION ET MODIFICATION D'AFFECTATION DES SUBVENTIONS - ADOPTION

Monsieur le Président

Je mets l'affaire aux voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. F. ABERT, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. J.-L. COUSQUER, Mme M. FOURCADE, Mme I. GUIRAUD, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme C. MARION, M. J.-L. MEISSONNIER, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 15 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - REFECTION DE L'ALLEE JULES MILHAU A MONTPELLIER - OFFRE DE CONCOURS FINANCIER DE LA SNC POLYGONE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets l'affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 16 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - INSTAURATION D'UNE TAXE D'AMENAGEMENT A TAUX MAJORE DANS LE SECTEUR MONTCALM - VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION

MM. L. JAOUL et E. PASTOR sortent de séance ;

M. J-L. SAVY sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Ne prend pas part au vote Madame Jannin. La parole est à Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, vous nous proposez de voter ici l'augmentation d'une taxe sur certaines zones de la ville de Montpellier en particulier. Comme vous le savez, j'ai une autre vision et je pense toujours qu'il est préférable de diminuer nos charges plutôt que d'augmenter nos taxes. Mais imaginons que pour une fois je veuille bien tenter de vous suivre sur la justification d'une augmentation. J'ai fait des efforts pour essayer d'envisager cette possibilité. Mais pour cela elle devrait me sembler cohérente. Or les trois affaires du jour concernant l'augmentation de la taxe d'aménagement ciblent trois zones distinctes qui ne semblent être liées que par un besoin en financement pour des équipements ou des aménagements de type différent.

Au total, vous estimez à 28 417 750 euros la participation des aménageurs via la taxe d'aménagement sur les trois projets, à savoir l'aménagement du parc Montcalm, l'école du quartier Saint Martin et la partie Montpellier Nord que nous verrons dans les affaires suivantes de la ligne 5.

Ma première question concernera naturellement les conséquences d'une telle décision. Depuis la Commission développement et aménagement durables du territoire, lors de laquelle j'ai déjà émis un avis défavorable sur ce point, j'ai interrogé des acteurs de l'aménagement sur les conséquences à prévoir d'une augmentation de 5 à 20 % – ce qui n'est pas rien. Sans surprise, tous ont été unanimes et il semble logique qu'une augmentation du coût pour les aménageurs entraînera une augmentation de leur prix de vente. Or le prix du marché est déjà bien assez élevé au regard du pouvoir d'achat des Montpelliérains. Vous pourrez me répondre que nous ne sommes pas les plus chers, au regard de Toulouse, Lyon et d'autres métropoles. Mais le prix moyen aujourd'hui est quand même à 3 600 euros le mètre carré, et à 5 000 euros dans le cadre des derniers aménagements dans les nouveaux quartiers. Nous nous en rapprochons donc fortement. Si vous avez une solution pour éviter l'augmentation du prix du foncier bâti, alors que le coût de la construction va augmenter, je serais curieuse et ravie de l'entendre.

Concernant le montant de la taxe d'aménagement, la base est de 705 euros. Avec le taux actuel de 5 %, cela représente 35,25 euros le mètre carré. En passant ce taux à 20 %, nous multiplions ce coût par quatre et nous arrivons à 141 euros le mètre carré pour les aménageurs. Je ne parlerai pas des particuliers ici qui, eux aussi, sont soumis à cette taxe. Avec un prix moyen du marché à Montpellier de 3 600 euros le mètre carré et une marge négociée avec les banques de 8 % – il s'agit de bases imposées à Montpellier pour financer des projets immobiliers dans la ville –, nous avons 105 euros d'écart par mètre carré. Cela représente 3 % du chiffre d'affaires et 30 % de leurs marges. Ainsi, une augmentation du prix de construction va entraîner de façon systématique une augmentation du prix de vente, surtout si nous décidons de faire passer l'application de cette nouvelle taxe dès janvier 2018. Ma deuxième question concernera le moment où nous allons demander aux aménageurs de construire avec des taxes d'aménagement de 20 %.

Concernant la mise en vigueur de ce nouveau taux, afin de ne pas ralentir le secteur ou, pire, de geler les productions sur six à douze mois, a-t-il été envisagé de retarder l'application de cette taxe que vous allez voter aujourd'hui ? Est-il possible d'envisager une mise en vigueur qu'à partir de mars ou avril, pour permettre aux aménageurs de négocier avec les banques de nouvelles marges ? Si nous ne voulons pas augmenter le prix de

la vente, ils vont être obligés de revoir leurs marges.

Je voudrais rappeler que les promoteurs ne sont pas nos ennemis et que le bâtiment constitue même l'un des piliers de l'économie locale. Je pense qu'il est nécessaire de ne pas l'oublier. Je ne vois pas quel intérêt nous aurions de soumettre les aménageurs plus qu'ils ne le sont déjà aux lois du marché. Je ne pense pas que notre rôle soit de nous attaquer aux marges de nos entrepreneurs. J'insiste sur ce point, car je suis attachée à la liberté d'entreprendre.

Je veux pour finir parler de la cohérence sur notre territoire et de sa lisibilité. L'augmentation de la taxe d'aménagement permet-elle le financement des aménagements à venir ? Le parc Montcalm, si le projet aboutit, sera le parc des Montpelliérains, voire le parc de tous les habitants de la métropole. Les gens viendront de l'extérieur pour en profiter. Nous en serions très heureux. Sur ce projet, je vous suis complètement, car je pense qu'il est nécessaire que ce parc devienne un bois, ou en tout cas qu'il soit aménagé.

Je pense quand même que participer à l'augmentation du prix du foncier autour du parc va encore une fois favoriser certains au détriment d'autres, parce que les Montpelliérains n'auront pas la possibilité d'acheter ces nouvelles constructions et ces nouveaux appartements, qui seront construits autour des parcs. Je pense que nous devons éviter de participer à créer des quartiers pour les riches ou pour les touristes. Ces derniers auront peut-être les moyens d'investir à Montpellier, mais si le pouvoir d'achat des Montpelliérains n'augmente pas, les habitants de Montpellier ou de la métropole ne pourront pas s'offrir des appartements autour du parc Montcalm. En plus de revoir le fondement même de cette augmentation, il me semble que nous gagnerions en cohérence et en limpidité en déterminant des secteurs sur lesquels nous considérons cette forte valeur ajoutée, et pas uniquement autour d'un parc ou d'autres structures. Je reviendrai sur les affaires n° 17 et 18. Merci.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Nous avons eu ce débat important en Commission. Je voudrais redire mon désaccord avec Anne Brissaud sur ce point-là. Il existe une série d'opérations dans lesquelles des surcoûts de voirie et d'équipement sont nécessaires. Concernant les opérations plus importantes, la majoration de 5 à 20 % de la taxe d'aménagement n'est pas la bonne solution. Il existe les plans urbains partenariaux et les ZAC. Par lorsqu'il s'agit de choses plus modestes, je pense qu'il s'agit d'un bon outil. Je profite de cette occasion pour dire que sur les trois kilomètres qui relient à Castelnau la place Charles-de-Gaulle au futur pôle multimodal de Sablassou, il est urgent de faire participer les aménageurs à une partie du coût.

Anne BRISSAUD

Pourquoi ce secteur plutôt qu'un autre ? Pourquoi ne s'agirait-il pas de tout le long de la ligne 5, sans limiter cela à Montpellier ? Il serait plus juste et lisible d'avoir une harmonisation des prix de la taxe d'aménagement sur le territoire métropolitain. N'oublions pas que nous sommes dans une métropole et non avec les habitants du quartier nord de Montpellier contre ceux du quartier sud ou ceux des autres communes.

Henri ROUILLEAULT

Je vous parlais tout à l'heure du passage à niveau de Castelnau. Si nous avons déjà commencé à mettre à contribution les promoteurs, ce serait déjà cela de pris.

Anne BRISSAUD

Et si nous harmonisons sur tous les territoires, nous ne passerions pas de 5 à 20 %, mais juste à 6 ou 7 %. Cela serait plus digeste.

Monsieur le Président

Le match de ping-pong est terminé ? La parole est à Monsieur Lévida.

Max LEVITA

Ni Madame Brissaud, ni Monsieur Rouilleault ne sont maires. Je m'adresse essentiellement aux maires, qui sont concernés : il s'agit d'une taxe que vous encaissez. Connaissez-vous le nombre de secteurs où il existe une taxe d'aménagement majorée ? Trois : deux dans la commune des Restinclières et une dans la commune de Lattes.

Suite à la question de Madame Brissaud, sont concernées toutes les opérations de construction, de reconstruction nécessitant une opération d'urbanisme. La taxe est calculée à la délivrance de l'autorisation. La valeur unique du mètre carré est fixée nationalement à 708 euros en 2017. Elle est révisée selon l'indice de coût de la construction. Le taux de Montpellier Méditerranée Métropole, que vous avez voté, est de 5 %. Le taux départemental de l'Hérault est de 2,5 %. Des exonérations sont prévues. Je vous rappelle le dispositif que nous avons voté. La taxe d'aménagement est perçue par les communes, et non la Métropole. Vous décidez de la partie que vous transférez à la Métropole et vous gardez le reste. Ce dispositif a été mis en œuvre en 2015 et 2016. Je ne reviens pas sur la distinction entre l'intérêt privé et l'intérêt général. Sur le sujet, il existe des bibliothèques entières. Depuis que les villes se sont développées, il est nécessaire de faire participer les occupants directs à un aménagement qui va dans leur sens.

Monsieur le Président

J'aborderais trois points pour finir. La mise en place se fera en 2018. Concernant la mixité sociale du quartier de l'EAL, je vous rappelle qu'il ne s'agit pas que de logement résidentiel, mais aussi de logement intermédiaire et de logement social. Enfin, la fédération des promoteurs n'est pas contre la taxe d'aménagement majorée. Vous avez certainement rencontré quelques aménageurs, mais la fédération n'est pas opposée à la mise en place de cette taxe.

Anne BRISSAUD

Je leur ai posé la question de la logique.

Monsieur le Président

Si un promoteur veut payer moins de taxe, il va vous répondre oui.

Anne BRISSAUD

Je n'ai pas demandé s'ils étaient pour ou contre. J'ai demandé ce que cela entraînerait comme conséquence. Ils m'ont répondu que cela entraînerait une augmentation du prix de vente.

Monsieur le Président

Avec un taux de construction de 5 000 nouveaux habitants par an, je pense que les promoteurs dans la métropole ne sont pas mal traités.

Je mets aux voix l'affaire n° 16.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : Mme A. BRISSAUD.

N'a pas pris part au vote : Mme S. JANNIN.

AFFAIRE N° 17 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - INSTAURATION D'UNE TAXE D'AMENAGEMENT MAJOREE DANS LE QUARTIER SAINT MARTIN - VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION

M. E. PASTOR entre en séance ;

Mme M. DRAY-FITOUSSI sort de séance ;

Mme J. FRECHE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. J-P. MOURE.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Construire une école participe d'une nécessité. Comme toutes les écoles de la ville, elles sont essentielles à notre vivre ensemble. Vous avez rappelé qu'il existe très peu de zones avec une taxe d'aménagement de 20 %. Pourquoi autour de cette école-là, le taux d'aménagement serait de 20 %, alors que celui de toutes les autres écoles de la ville sont de 5 % ? Quelle est la logique, surtout si vous considérez que le fait d'habiter à côté d'une école devient un atout ? Nous pourrions interroger les gens qui habitent à côté d'une école et qui répondraient que cela n'est pas forcément un choix ou une valeur ajoutée pour leur bien. À ce sujet, il est nécessaire selon moi d'avoir une vision globale.

L'espace public, comme les établissements ou les équipements publics, sont communs. Nous ne devons donc pas opposer les quartiers qui ont des écoles aux quartiers qui n'en ont pas. Au contraire, notre objectif est que tous les enfants puissent bénéficier d'une école pas trop loin de chez eux pour qu'ils puissent s'y rendre. Je ne vois donc pas en quoi le calcul d'une taxe d'aménagement qui participe au financement de la construction d'une nouvelle école dans un quartier de Montpellier qui n'est pas considéré comme très riche pourrait être une nécessité. Nous pourrions avoir une cohérence sur tout le territoire. Nous pourrions faire en sorte, dans notre Métropole, d'avoir une taxe d'aménagement harmonisée autour de certains abords, que nous pourrions imaginer comme étant à valeur ajoutée. Il s'agirait aussi de nous rappeler pourquoi la commune a été créée : pour la mutualisation des moyens par la création des établissements publics. Il s'agit de construire des écoles et des aménagements communs. C'est le budget général qui doit participer à cela et non une augmentation de taxe.

Max LEVITA

Le coût d'une école s'élève à 15 millions d'euros. Dans le rapport, il est écrit que le coût total des aménagements prévus est évalué à 6,4 millions d'euros. Il n'existe donc pas d'école ici. Nous proposons une participation à hauteur de 2 855 000 euros. Il s'agit de moins de 50 %.

Anne BRISSAUD

Cela n'est pas forcément juste vis-à-vis des autres quartiers.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Aujourd'hui, lorsque nous gérons une commune, nous sommes obligés de travailler avec un outil. Cela peut être un PUP, une ZAC mais aussi une TA majorée. Ma commune y réfléchit. Puisque nous n'avons pas eu de temps, nous allons certainement travailler avec des PUP. Nous sommes obligés d'y réfléchir. Lorsque des communes grandissent et qu'il existe des besoins d'équipements publics comme celui-ci, des moyens sont nécessaires. Ce ne sont pas les gens qui habitaient déjà là qui vont pouvoir encore payer plus d'impôts pour les payer. Nous nous servons d'aménagements nouveaux et d'aménageurs, qui nous accompagnent. Cela ne les choque pas. Ma ZAC a apporté 400 000 euros pour l'ancienne école élémentaire mais uniquement pour deux classes.

Anne BRISSAUD

Cela s'explique parce que vous avez créé une nouvelle ZAC. Mais cela n'est pas l'objet. Je demande simplement de l'harmonie.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Tu amènes de l'aménagement et tu te sers des aménageurs pour t'aider à accompagner le développement de ta commune.

Anne BRISSAUD

Vous êtes en train de me dire qu'à tous les nouveaux aménagements, nous allons augmenter une taxe. Je vous demande au contraire de revoir la globalité. Au lieu d'augmenter la taxe de 5 à 20 %, pourquoi ne regardons-nous pas tout le territoire ? À l'occasion du nouveau SCOT, nous pourrions en discuter. Autour de certains équipements, il s'agirait de considérer qu'autour des lignes de tram, les équipements font bénéficier les propriétaires, et que la taxe d'aménagement doit donc être importante. Au vu d'un nouvel aménagement, nous pourrions dire que nous passons de 5 à 7 %. Cela suffira et nous aurons au total davantage.

Max LEVITA

Nous n'en avons pas le droit. Le taux normal est 5 %. Ensuite, il est possible de majorer à 20 %. Nous n'avons pas la possibilité de choisir 7 ou 8 %.

Monsieur le Président

En plus, il est nécessaire de le justifier. Dans ce secteur de Saint Martin, la Restanque va proposer de nouveaux habitants. Cela est en relation avec la ligne de tram déjà construite.

Anne BRISSAUD

Nous pourrions nous mettre d'accord sur le fait qu'un passage de 5 à 20 % est très important.

Monsieur le Président

Il s'agit d'équipements qui touchent à la proximité.

Je mets l'affaire n° 17 aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : Mme A. BRISSAUD.

AFFAIRE N° 18 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - INSTAURATION D'UNE TAXE D'AMENAGEMENT MAJOREE AUX ABORDS DE LA LIGNE 5 DE TRAMWAY - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

*Mme M. DRAY-FITOUSSI et M. L. JAOUL entre en séance ;
MM. P. DUDIEUZERE et T. DEWINTRE sortent de séance.*

Monsieur le Président

La parole est à Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

En ce qui concerne cette affaire, je voulais intervenir en particulier. Nous suivons la logique suivante : les équipements vont apporter de la valeur aux biens et nous justifions un coût et un prix de vente plus élevés. Concernant le tram, je pense que ce raisonnement n'est pas forcément juste. Les gens qui habitent en première ligne du tram ont déjà vu les nuisances qu'apporte le tram. En première ligne, nous ne sommes pas du tout tranquilles. Comme le prix de vente sera plus important, ceux qui pourraient bénéficier du tram ne le pourront même pas puisqu'ils ne pourront pas acheter ces appartements, à l'exception des logements sociaux. Mais évitons d'imaginer que tous les Montpelliérains qui veulent habiter à côté du tram vont devoir habiter dans des logements sociaux. Imaginons, positivement, que nous irons un jour plutôt dans le sens d'une augmentation de pouvoir d'achat. Les Montpelliérains ne pourront pas habiter à côté des équipements qui sont destinés à leur mieux vivre. Pour moi, cette délibération perd l'esprit de la solidarité entre les quartiers et de mutualisation pour les équipements. Pourquoi nous augmenterions cette taxe sur les aménagements qui concernent la ligne 5 à 20 % dans la partie montpelliéraine et pas dans le nord de la métropole, puisqu'elle va aussi desservir les autres communes ? Cela serait logique. Cela est ciblé et justifié par la loi. Mais ce n'est pas parce que la loi autorise à monter jusqu'à 20 % que nous devons être au maximum. Pour aller au bout de mon argumentation, je pense même que les Montpelliérains ne considèrent pas que le fait d'habiter aux abords du tram a de la valeur. Ces appartements vont donc plutôt être à destination des touristes, ou vont être des locations de meublés comme Airbnb ou Bedycasa, pour des clients qui trouveront un avantage à loger à côté d'un tram. Je pense que ce taux est très discriminant, de passer de 5 à 20 % sur certaines parties de la ville. Je vous demande de revoir la cohérence de cette augmentation.

Monsieur le Président

Qui paie cette taxe ?

Anne BRISSAUD

Les aménageurs et les particuliers. Nous n'en avons pas parlé, Monsieur le Président, mais les particuliers qui veulent aménager un espace ou agrandir leur propriété vont aussi être soumis à cette taxe.

Monsieur le Président

Qui bénéficie de la plus-value ?

Anne BRISSAUD

Il existe une plus-value pour certains autour du tram. Pour d'autres, la situation est mal vécue, comme autour des écoles. Nous ne sommes pas d'accord, visiblement. Vous n'avez pas réussi à me convaincre.

Monsieur le Président

Cela s'explique par le fait que nous ne parlons pas la même langue. Vous me parlez de ce qui est déjà construit alors que cela ne s'adresse qu'aux nouvelles constructions.

Anne BRISSAUD

Je vous parle de ce qui est déjà construit pour les propriétaires et les particuliers. Mais concernant les aménageurs, je sais très bien qu'il s'agit de ce qui va se construire et que le prix de vente va augmenter. Êtes-vous d'accord avec cela ou avez-vous une solution miracle pour empêcher le prix de vente de monter ? Nous allons donc aboutir à des aménagements qui vont être à 5 000 euros le mètre carré.

Monsieur le Président

Vous êtes pour diminuer la marge des promoteurs.

Anne BRISSAUD

La marge des promoteurs ne me dérange pas. Si les gens peuvent gagner de l'argent, je suis ravie. Ce qui me dérange est le prix de vente pour les Montpelliérains. Il s'agit de faire en sorte que cela reste accessible à tout le monde, sans fabriquer des quartiers de riches et des quartiers de pauvres.

Monsieur le Président

Vous mélangez la technique et la politique.

Anne BRISSAUD

Pas du tout. Je pense que la technique peut apporter des outils à la politique.

Monsieur le Président

Alors il s'agit d'un langage décousu. Cela part dans tous les sens.

Anne BRISSAUD

Il s'agit de votre interprétation.

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : Mme A. BRISSAUD.

AFFAIRE N° 19 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE CASTRIES - ZAC DES SAUREDES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA3M - CONCESSIONNAIRE AUPRES DE LA BANQUE CREDIT COOPERATIF - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je ne prends pas part au vote. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'a pas pris part au vote : M. Philippe SAUREL.

AFFAIRE N° 20 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - SECTEUR DE LA MOGERE - CAMBACERES - CONCESSION D'AMENAGEMENT - GARANTIE D'EMPRUNT A SA3M - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MALEK sort de séance.

Monsieur le Président

Je ne prends pas part au vote. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'a pas pris part au vote : M. Philippe SAUREL.

AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP AVENUE DE MIREVAL PC N° 3433717V0068 A CONCLURE AVEC LA SARL ACCIM - CONVENTION DE REVERSION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 22 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SOCIETE SEQUOIA - OPERATION SISE 2715 AVENUE ETIENNE MEHUL A MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - RENOVATION THERMIQUE DE COPROPRIETES DANS LE CADRE DU PROJET ECOCITE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION ET CONVENTIONS DE FINANCEMENT TRIPARTITES REGION OCCITANIE / MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE / COPROPRIETES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes C. JABADO et S. JANNIN sortent de séance.

Monsieur le Président

Monsieur Lévit, Madame Guiraud, Monsieur Jaoul et Monsieur Lussert ne prennent pas part au vote. Je rappelle que la lutte pour la rénovation thermique des copropriétés est inscrite dans le CPER. Je mets cette affaire aux voix.

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - ENGAGEMENT DE LA MODIFICATION N°1 DU PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR (PSMV) DE LA VILLE DE MONTPELLIER - PROPOSITION DE COMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE DU SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE (COLLEGES DES REPRESENTANTS D'ASSOCIATIONS ET DES PERSONNALITES QUALIFIEES)

Monsieur le Président

Je vous propose la composition suivante. Il ne s'agit pas d'élus mais de personnalités extérieures. En tant que représentants d'association ayant pour objet la protection, la promotion et la mise en valeur du patrimoine, je vous propose : l'Association Internationale Saint Roch ; l'Association Patrimoine et Architecture ; Le Passe Muraille ; Vieilles Maisons de France ; Club Archéologique de Montpellier. En tant que personnalités qualifiées, je vous propose : Madame AUDURIER CROS, géographe ; Monsieur DAZY, hydrogéologue ; Madame REINIKAINEN, architecte ; Madame HIRSCHY, architecte du patrimoine ; Monsieur MARKIEWICZ archéologue. En tant que représentants suppléants, je vous propose : Madame GRANDJOUAN, conservatrice honoraire du patrimoine ; Monsieur VERDIER, architecte ; Monsieur CAPELIER, architecte ; Monsieur DEREY, directeur de l'ENSAM ; Monsieur BERTRAND, historien. Je mets aux voix cette composition. Nous voterons la composition des élus dans une autre séance.

- **Association Internationale Saint Roch de Montpellier** : Mme Anne-Marie CONTE PRIVAT, en tant que représentant titulaire, et M. Michel SPITTLER, en tant que représentant suppléant ;

- **Patrimoine et Architecture** : M. Nicolas MERIC, en tant que représentant titulaire, et M. Emmanuel MAGNIN, en tant que représentant suppléant ;

- **Le passe muraille** : M. Pierre PLANCHERON, en tant que représentant titulaire, et Mme Claire DURAND, en tant que représentant suppléant ;
- **Vieilles Maisons Françaises** : M. Olivier ICARD, en tant que représentant titulaire, et M. Henri TEISSE-RENC, en tant que représentant suppléant
- **Club Archéologique du Languedoc** : Mme Lucette VIALA, en tant que représentant titulaire, et Mme MERCIER, en tant que représentant suppléant.

En tant que personnes qualifiées :

Représentants titulaires :

Mme AUDURIER CROS, géographe ;
M. DAZY, hydrogéologue ;
Mme REINIKAINEN, architecte ;
Mme HIRSCHY, architecte du patrimoine ;
M. MARKIEWICZ, archéologue ;

Représentants suppléants

Mme GRANDJOUAN, conservatrice honoraire du patrimoine ;
M. VERDIER, architecte ;
M. CAPELIER, architecte ;
M. DEREY, directeur de l'ENSAM ;
M. BERTRAND, historien.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 25 : LOGEMENT - DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - CLOTURE DE L'EXERCICE 2017 - AVENANT N°3 A LA CONVENTION SIGNEE AVEC L'ETAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès du rapporteur et vice-président, Noël Segura ? Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 26 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 61 LOGEMENTS SOCIAUX A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Demon, Madame Lévy-Rameau, Monsieur Pellet et Monsieur Segura ne prennent pas part au vote. Je mets cette affaire aux voix.

N'ont pas pris part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

M. Y. PELLET sort définitivement de séance.

AFFAIRE N° 27 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES HAUTS DE LATTES », ZAC ODE ACTE 2 LOT 25 D, CHEMIN DE SORIECH A LATTES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MALEK entre en séance ;

Mme V. PEREZ sort de séance.

Monsieur le Président

Monsieur Youssous ne prend pas part au vote. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenue : M. J.-N. FOURCADE.

N'a pas pris part au vote : Monsieur Youssous.

AFFAIRE N° 28 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE GINESTIER », 1 824 RUE MARCEL PAGNOL A PEROLS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. JABADO entre en séance.

Monsieur le Président

Monsieur Youssous ne prend pas part au vote. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'a pas pris part au vote : Monsieur Youssous.

AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 43 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "PALOMAYA", ZAC RIVE GAUCHE LOT 4 A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - DELIBERATION N°13734 DU 14 AVRIL 2016 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. DEWINTRE entre ne séance.

Monsieur le Président

Monsieur Castre, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Madame Lévy-Rameau, Madame Miralles, Monsieur Savy et moi-même ne prenons pas part au vote. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 32 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « DOMAINE DE COURPOUYRAN TRANCHE 1 », ANCIEN CHEMIN DE LODEVE A JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « INTERLUDE », RUE DE CASSEYROLS A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE LE « PLAN DES GARRIGUES », RUE DU PLAN DES GARRIGUES A CLAPIERS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES PASSERINES », 53 RUE DES PASSERINES A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Tortorici ne prend pas part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'a pas pris part au vote : Monsieur TORTORICI.

AFFAIRE N° 34 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Mmes S. JANNIN, V. PEREZ et M. P. DUDIEUZERE entrent en séance.

Monsieur le Président

La parole est à Madame Marion.

Chantal MARION

Monsieur le Président, chers collègues, j'étais tout à l'heure aux cinq ans de la SATT. J'ai eu le plaisir de préciser, entre autres, que la Métropole était la seule métropole à participer, sur quatorze SATT au niveau national, au cofinancement de ces projets.

Si vous le permettez, Monsieur le Président, je voulais vous faire part de ma tristesse et de mon énervement. Je voudrais répondre à Monsieur Grand, qui est parti. J'ai lu *Midi Libre* très tôt ce matin. Je vous cite trois phrases de Monsieur Grand. « Il est encore temps de réagir. » « La Ville et la Métropole prennent du retard par rapport à Toulouse et Bordeaux. » « Les grands dossiers restent en panne. » Cela m'énervé. En tant que vice-présidente chargée du développement économique, je suis obligée de réagir, en ce qui me concerne et s'agissant des citoyens et des entreprises qui lisent cela.

Tout d'abord, concernant la citée intelligente, nous sommes troisième, après Lyon et Nantes. Je ne parle pas de Toulouse ou de Bordeaux. Concernant le pass French Tech, nous sommes deuxième après Paris pour ce qui est des levées de fonds : 33 entreprises ont reçu le pass cette année. Concernant la fracture numérique, j'ai été personnellement convoquée au Sénat pour faire une table ronde par le secrétaire d'État Monsieur Mounir Mahjoubi. J'ai été étonnée d'être à la table ronde en tant que représentante de Montpellier Méditerranée Métropole. J'ai découvert que la fracture numérique d'autres métropoles était à 2 ou 3 %. Nous sommes à 66 %. Vous savez que nous devons être à 100 % en 2020. Montpellier était donc bien représentée. Ce même secrétaire d'État, lorsqu'il est venu ici, a dit qu'on entend parler de Montpellier Méditerranée Métropole partout, à Tel Aviv, à Austin. Nous accompagnons effectivement nos entreprises à l'international et nous sommes reconnus internationalement. Je peux aussi vous parler de la labellisation Montpellier Capital Santé, qui se porte très bien. Il s'agit de la seule métropole qui a reçu cette labellisation. Je peux vous parler d'une chose encore plus importante : ce que nous avons créé sur l'EAI est connu à l'international. Je n'ai pas eu le temps de vous en parler, Monsieur le Président, puisque j'ai appris cela hier : le plus grand incubateur de Londres, Level 39, aimerait que nous allions le voir, car des entreprises sont intéressées par l'implantation sur l'EAI.

Nous ne sommes donc pas en panne, ni en retard. Les grands projets continuent. Je veux remercier particulièrement les services administratifs, parce que les projets importants sont dans le développement économique. Je peux laisser la parole à tous mes Vice-Présidents et collègues pour parler de la culture, du sport, etc. Nous ne sommes pas en retard. Loin de là.

Je vais à présent vous présenter notre projet qui concerne la SATT. Il existe aujourd'hui des projets très importants. Le premier est le projet de maturation TESO VIR. Nous ne pouvons pas être insensibles à cela. La persistance d'un réservoir viral chez les patients infectés au VIH est l'obstacle majeur au développement de cette maladie, surtout du traitement. Nous ne pouvons pas traiter tant qu'il existe ce réservoir viral. Une équipe de recherche de l'Université, l'IGH, avec le CNRS, travaille sur ce projet. Il s'agit du laboratoire de génétique humaine. Il est prévu une assiette prévisionnelle de 425 222 euros. La SATT va donner 199 980 euros, la Région Occitanie 97 620 euros, le FEDER 97 620 euros et Montpellier Méditerranée Métropole 30 000 euros.

Le deuxième projet, très important et totalement différent, qui va intéresser mon vice-président en charge des sports, est le projet de maturation E-CAT. Ce projet ambitionne de développer et de commercialiser un petit catamaran électrique à foils. Les foils sont des ailes profilées qui se déplacent dans l'eau et transmettent une forme de portance à leur support. Ce véhicule nautique et écologique va nous permettre de créer une startup dans la métropole.

J'ai oublié de vous dire que le projet IGH va permettre également de créer une entreprise dans Montpellier Méditerranée Métropole. En effet, pour tous les projets SATT que nous subventionnons, il s'agit de soutenir la création d'une entreprise dans la métropole.

Il s'agit ensuite du projet de maturation DIVINS, élément important dans le projet Montpellier Capital Santé puisque cela concerne les anévrismes cérébraux, dont la base est très large. Cela va permettre de créer un dispositif innovant qui combine les avantages de deux dispositifs existants. L'objectif de ce programme est de créer de nouveau une startup à l'issue de ce développement. Je précise que ce projet est rattaché au laboratoire de génie mécanique et de génie civil.

Il s'agit ensuite du projet de maturation Rogowski, qui concerne la maladie d'Alzheimer, compte tenu des pathologies neurodégénératives de cette maladie et des maladies apparentées. À l'heure actuelle, ce projet a pour objectif de poursuivre l'optimisation de composés moléculaires, ciblant une enzyme bien particulière exprimée dans les neurones, dont nous pensons que la production est critique pour la création des microtubules qui provoquent cette maladie d'Alzheimer. Cela va nous permettre de créer une entreprise à Montpellier. Il s'agit toujours de l'Institut de génétique humaine et le CNRS.

Ces projets ont pour but de soutenir toutes ces entreprises à venir. Nous pouvons répondre à Monsieur Grand qu'il est encore temps de réagir. Nous sommes en réactivité en permanence.

Monsieur le Président

Merci, Madame Marion, pour cet exposé très complet sur les nouvelles entreprises, les nouvelles technologies et tout ce que nous soutenons au travers de l'affaire n° 34. Je voudrais remercier les partenaires et les chefs d'entreprise, l'ensemble des 6 000 chercheurs à Montpellier.

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 35 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE -
AUTORISATION D'INTEGRER LE COMITE D'ITINERAIRE DE L'EUROVELO ROUTE N°8 -
APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

*MM. F. ABERT, R. YOUSSEF et P. KRZYZANSKI sortent de séance ;
M. G. LANNELOU sort définitivement de séance.*

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues, cette affaire va détendre l'atmosphère. Eurovélo est un programme qui prévoit 70 000 kilomètres de pistes réservées aux vélos et à la promenade. Nous sommes concernés par l'itinéraire qui va de Chypre à Cadix. 700 kilomètres en France traversent la région PACA et la région Occitanie. Cela a été porté au départ par la Région PACA et la Région Occitanie. Il a été créé un comité d'itinéraire interrégional constitué de l'État, des régions (maîtres d'ouvrage), des collectivités locales, de leurs groupements et des acteurs du tourisme. Il s'agit bien entendu d'un facteur de tourisme. Ces circuits s'appuient sur l'œnotourisme, ou encore sur le patrimoine. Par cette délibération, concernant la route n° 8, nous vous proposons d'adhérer à ce comité d'itinéraire d'Eurovélo, la cotisation s'élevant à 20 000 euros pour une région et 10 000 € pour une métropole et un département.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Madame Jannin.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, je précise que le trajet prévisionnel de l'Eurovélo route n° 8 emprunte les douze communes du sud de la métropole, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone.

Monsieur le Président

Merci. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Chantal, pourriez-vous apporter cela à mon épouse, dans la tribune, de la part de Monsieur Revol ? Il s'agit de pain de la boulangerie de Grabels, offert par le Maire de Grabels, ma chérie, que nous devons remercier. Cela touche vraiment mon épouse, car son père était boulanger.

AFFAIRE N° 36 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE - MISSION D'AFFAIRES A HELSINKI (FINLANDE) - PARTICIPATION AU SALON SLUSH - DU 28 NOVEMBRE AU 2 DECEMBRE 2017 - AUTORISATION

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Cette mission se déroule à partir de demain, pendant quatre jours. Elle regroupe un maximum de startups. En 2016, il s'agissait de 2 300 startups, qui venaient de 60 pays différents. Il est proposé d'y aller avec une dizaine d'entreprises. Le coût de la mission est évalué à 14 000 euros, dont 8 000 euros pour la contribution au déplacement des entreprises, et le reste pour les déplacements des élus et des techniciens de la Métropole, ainsi que pour tout ce qui est nécessaire au salon.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 37 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE - SALON DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (SIMI) 2017 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE, LA SA3M ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. F. ABERT entre en séance.

Monsieur le Président

Madame Guiraud, Monsieur Jaoul, Monsieur Lussert, Monsieur Lévida, Monsieur Pastor et moi-même ne prenons pas part au vote. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. Philippe SAUREL.

AFFAIRE N° 38 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE - ZAC EUROMEDECINE II - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SERM - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Guiraud, Monsieur Jaoul, Monsieur Lussert et Monsieur Lévida ne prennent pas part au vote. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT.

AFFAIRE N° 39 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE - PARC 2000 2EME EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA3M - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je ne prends pas part au vote. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'a pas pris part au vote : M. P. SAUREL.

AFFAIRE N° 40 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE - ZAC CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - AVENANT N°1 A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT - MODIFICATION DE L'ECHEANCIER DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION D'EQUILIBRE A LA S.E.R.M. - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Guiraud, Monsieur Jaoul, Monsieur Lussert et Monsieur Lévitte ne prennent pas part au vote. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT.

AFFAIRE N° 41 : COHESION SOCIALE - FONDS D'AIDE AUX JEUNES - PRISE DE COMPETENCE EFFECTIVE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ORGANISATION - ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR - FINANCEMENT

M. P. KRZYZANSKI entre en séance ;

Mme I. GIANIEL sort de séance ;

Mme I. GUIRAUD sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. L. JAOL.

Monsieur le Président

La parole est à Madame Yague.

Annie YAGUE

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, à partir du 1^{er} janvier 2018, la Métropole sera dotée d'une nouvelle compétence, le FAJ (Fonds d'Aide aux Jeunes). Cette nouvelle compétence intervient dans le cadre du transfert de compétences du Département. Il s'agit donc d'un enjeu important pour la Métropole, compte tenu du niveau de pauvreté et de précarité croissant de la population. Je rappelle des chiffres clés : 26 % de la population montpelliéraine vit en-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1 000 euros, contre 19 % au niveau de la métropole. Les jeunes constituent la population la plus fragile : 35 % d'entre eux sont pauvres à Montpellier. En 2016, plus de 1 000 jeunes ont bénéficié du FAJ, 883 à Montpellier et 134 dans les autres communes de la Métropole.

Le FAJ est un dispositif d'aide financière, qui vise à favoriser l'insertion professionnelle et sociale des jeunes âgés de 18 à 25 ans, dans le cadre d'une démarche d'accompagnement partenarial par exemple, avec la MLJ3M, l'association Corus et d'autres associations qui nous envoient des jeunes.

Qui va financer ce fonds ? 272 387 euros proviennent du Département, dans le cadre de l'attribution votée en décembre 2016. Jusque-là, le Département attribuait 198 000 euros à la Ville de Montpellier et 127 000 euros étaient apportés en contribution volontaire de la Ville de Montpellier, contribution que nous continuerons à porter pour l'année 2018. Actuellement, ce fonds sera composé de 399 387 euros, le complément étant apporté par la part départementale qui avait été donnée aux autres communes de la Métropole.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Madame Dardé.

Catherine DARDÉ

Monsieur le Président, chers collègues, comme l'a rappelé Annie Yague, il s'agit d'une des quatre compétences qui nous ont été transférées par le Département. Je précise cela pour éviter le débat sur la mutualisation et le transfert de compétences. Toutes les communes sont favorables à ce transfert. Je rappelle que les trente-et-une communes, et plus particulièrement les élus en charge de l'action sociale, ont travaillé à votre initiative, Monsieur le Président, pendant plusieurs mois l'année dernière, avec l'appui d'un consultant pour essayer de mener une large réflexion dans le champ de la cohésion sociale sur la politique conduite par l'ensemble des trente-et-une communes. Nous pouvons regretter aujourd'hui que cet échange ne se soit pas poursuivi.

Vous nous présentez un dispositif de fonds d'aide aux jeunes, par et pour la ville de Montpellier. Vous nous proposez un règlement intérieur qui n'a même pas été soumis pour avis préalable aux membres de la Commission de la cohésion sociale. Que lisons-nous dans ce règlement intérieur ? La participation au comité de pilotage est liée à une participation supplémentaire des communes. Certes, la commune de Montpellier apporte depuis plusieurs années sa participation. Mais quid des autres communes ? La contribution de ces communes existe. Dans le transfert de compétences du Département à la Métropole, il existait la part relative aux jeunes domiciliés dans les autres communes que Montpellier. Je rappelle que ces jeunes constituent 13 % des jeunes concernés par ce dispositif. Selon votre raisonnement, cela veut dire qu'en l'état, sans participation supplémentaire de nos communes, aucune commune à part Montpellier ne sera associée aux orientations et à la définition des actions. Cela est écrit dans le règlement que vous nous proposez.

Je regrette qu'un dispositif soit ainsi mis en place, sans concertation. Je le regrette d'autant plus qu'il concerne une population de jeunes en grande difficulté, dont nous devons majoritairement nous préoccuper dans l'ensemble de nos communes. Toutefois, compte tenu de l'enjeu, nous voterons évidemment ce dispositif, dont je regrette qu'il soit uniquement piloté pour la Ville de Montpellier. Merci.

Monsieur le Président

Je n'ai pas compris la logique. Madame Yague, éclairez-moi, car je n'ai pas compris l'intervention de Madame Dardé.

Annie YAGUE

J'ai expliqué à Madame Dardé lors de la Commission les tenants et aboutissants de ce processus du FAJ et l'abondement de la Ville de Montpellier à ce fonds. Apparemment, elle n'a pas voulu comprendre mes explications. Je vais donc les lui redonner.

Concernant le règlement, celui proposé au vote s'inscrit dans la continuité et est en phase avec celui du Département afin qu'il n'existe pas de disparité de traitement des aides aux jeunes sur le territoire départemental.

Concernant le financement, la part du Département pour la Ville de Montpellier était de 198 000 euros. La part supplémentaire qui a été attribuée au FAJ sur la Métropole est la part qui revenait aux jeunes des trente autres communes. Nous n'avons donc absolument rien changé au dispositif. La différence importante vient de la contribution volontaire de la Ville de Montpellier, à hauteur de 127 000 euros, 98 000 euros étant consacrés au fonds, l'autre partie étant la mise à disposition de la Métropole d'un agent de la Ville, que nous continuons à financer. Cet agent sera également présent pour gérer les aides dirigés vers les jeunes des autres communes. Nous contribuons donc au FAJ pour les autres communes de la métropole, et non l'inverse.

Si vous voulez participer au comité de pilotage, il existe une solution simple. Ce comité réunit l'ensemble des financeurs. Or aujourd'hui l'ensemble des financeurs dans les autres communes de la métropole n'en font pas partie. Mais nous ouvrons la discussion et nous accueillerons avec grand plaisir les communes volontaires souhaitant abonder financièrement le FAJ, qui deviendra le FAJ 3M, qui pourront être membres du comité de pilotage.

Monsieur le Président

Madame Dardé, vous avez la parole.

Catherine DARDÉ

J'avais très bien compris le dispositif. Ce que je note, c'est qu'aujourd'hui, pour que les trente communes en-dehors de Montpellier soient associées à ce dispositif, on nous demande un financement en plus. Or dans le transfert de compétences et de moyens du Département, nous étions déjà partie prenante du financement. Je ne vois donc pas pourquoi on nous demande de financer en plus pour être au comité de pilotage, pour pouvoir donner les orientations et définir ce que nous souhaitons pour la prise en charge de ces jeunes. Voilà ce que j'ai dit et je crois que cela est clair.

Monsieur le Président

J'ai bien compris votre position, Madame Dardé. Je n'ai pas compris pourquoi vous votiez pour, après tout ce que vous avez dit. En principe, lorsque nous nous insurgons contre une délibération, nous votons contre. J'ai compris pourquoi vous votiez pour : parce que c'est la Ville de Montpellier qui paie.

Catherine DARDÉ

Ne me faites pas l'injure, Monsieur le Président, de ne pas comprendre que je vote pour car il s'agit d'un dispositif social et que je souhaite qu'il continue à être poursuivi avec la même qualité qu'avant. C'est tout.

Monsieur le Président

J'ai compris. La parole est à Madame Yague.

Annie YAGUE

Je suis très étonnée, Madame Dardé, qu'en ayant été à ma place précédemment pendant trois ans, vous n'ayez pas compris encore la finalité de ce fonds et de la façon dont il a été géré. Jusqu'à présent, pour la Ville de Montpellier, c'est le CCAS qui gérait les fonds qui lui avaient été transférés. Aujourd'hui, nous continuons à financer alors que trente communes sont associées à ce fonds d'aide aux jeunes. Nous vous proposons de le piloter avec nous à condition que vous participiez. Nous ne vous demandons pas autant, mais qu'au moins vous participiez en tant que financeur pour montrer votre bonne volonté. Finalement, c'est vous qui allez pénaliser vos jeunes. Pour notre part, nous ne pénalisons personne, puisque nous allons également gérer le fonds destiné aux jeunes des autres communes. Si vous ne voulez pas comprendre, vous ne comprendrez pas. Je le regrette.

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix. Tout le monde est d'accord. Je ne comprends pas.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 42 : PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PECHE - DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET DU CREMATORIUM - SAEML SFMA - TARIF GENERAL 2018 ET REGLEMENT INTERIEUR - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. ILLAIRE sort de séance.

Monsieur le Président

Madame Yague, Madame Lloret, Madame Lévy-Rameau, Madame Bodkin, Monsieur Martin, Monsieur Dieuzère, Monsieur Véra et Monsieur Youssous ne prennent pas part au vote.

La parole est à Monsieur Jaoul.

Laurent JAOUL

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, je vous rappelle que, par délibération du 30 octobre 2014, le Conseil d'agglomération devenu Montpellier Méditerranée Métropole a confié l'exploitation des services funéraires et la gestion du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole à la SAEML SFMA par délégation de service public. L'article 22 sur les dispositions tarifaires de la convention de délégation de service public entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 rappelle que les tarifs pour les prestations résultant de l'application de la convention sont définis par délibération de l'autorité délégante sur proposition du délégataire dans la limite de l'évolution annuelle de l'indice INSEE des prix à la consommation relatifs aux services funéraires. Ces prix sont de l'ordre de 2,5 à 2,8 % par an. Je vous rappelle que sur l'exercice 2017, il avait été proposé de ne pas augmenter les tarifs des services du complexe funéraire de Grammont. Au vu des résultats – et je parle sous le contrôle d'Annie Yague, présidente de cette SAEML –, nous proposons aujourd'hui de ne pas revaloriser ces tarifs et donc de ne pas augmenter les tarifs généraux des services funéraires de Grammont. Je voudrais ajouter un point important.

Malgré cette non-augmentation des tarifs, nous avons largement investi. Nous avons renouvelé cette année le parc complet des véhicules funéraires du complexe funéraire de Grammont – les corbillards. Une autre nouveauté importante pour les familles, qui ont été nombreuses à ne pas avoir eu accès à cette information, concerne l'accès au complexe funéraire. Désormais, les familles endeuillées y ont accès sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Nous avons traité le problème de manière hôtelière. Les familles touchées par le deuil reçoivent un badge d'accès au complexe funéraire. Grâce à ce badge, elles ont accès à un salon pour préserver l'intimité des autres familles. Il n'existe pas de code d'accès. Chaque famille récupère un badge. Un code personnalisé a été mémorisé par les services du complexe funéraire de Grammont. Cela permet aux familles endeuillées de se recueillir auprès des défunts dans l'intimité, sept jours sur sept et vingt-quatre heures

sur vingt-quatre. Je voudrais en profiter pour remercier vivement Alain Pouget, directeur du complexe funéraire de Grammont, présent parmi nous ce soir, qui dirige les services funéraires avec beaucoup de tact et de délicatesse, comme le mérite ce service.

Si vous en êtes d'accord, chers collègues, je vous propose de maintenir les tarifs identiques à ceux de l'année dernière qui, déjà, n'avaient pas été augmentés. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Jaoul. Je me joins à vous pour remercier Monsieur Pouget et l'ensemble du personnel du centre funéraire de Grammont. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : Mme M. BODKIN, M. P. DUDIEUZERE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. H. MARTIN, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS.

AFFAIRE N° 43 : CULTURE - MEDIATHEQUES - CONVENTION DE COOPERATION POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMEDIA AVEC LA COMMUNE DE VENDARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

*Mme I. GIANIEL entre en séance ;
Mme C. HART sort définitivement de séance.*

Monsieur le Président

Qui veut des précisions auprès du rapporteur et vice-président Bernard Travier ? Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 44 : CULTURE - MEDIATHEQUE E. ZOLA - PRISE EN CHARGE DE FRAIS D'HEBERGEMENT AUX FRAIS REELS DANS LE CADRE DU CYCLE DE RENCONTRES « ECRIVAINS FRANCOPHONES » - APPROBATION

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Travier.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues, cette opération réunit trois partenaires : la Métropole, l'Université Paul Valéry et la librairie Le Grain des Mots. Un certain nombre de rencontres sont programmées à la médiathèque Émile Zola. Deux rencontres ont été fixées au 25 janvier 2018 et au 15 mars 2018. Une troisième aura lieu en avril ou en mai. Il s'agit d'un cycle dédié à la francophonie. Cela est très important, car le français n'est pas en pointe dans le monde entier. Il s'agit pour nous de faire en sorte que la place occupée par cette langue soit toujours la même et qu'elle puisse si possible prospérer. L'effort demandé à la Métropole n'est pas considérable, puisque le montant maximal des frais pris en charge est de 1 000 euros.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 45 : CULTURE - MUSEE FABRE - DEMANDES DE SUBVENTIONS 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets l'affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 46 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT PEDAGOGIQUE AVEC L'ASSOCIATION JAZZ IN MARCIAC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. ILLAIRE entre en séance.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, si vous le permettez, je voudrais rassurer Monsieur Grand. J'ai compris que ma collègue Madame Marion est inquiète.

Monsieur le Président

Attendez qu'il soit là.

Bernard TRAVIER

Mais il ne sera pas là. Monsieur Domergue a attaqué aussi la culture à la Ville. Ils disparaissent, je ne sais pas pourquoi.

Monsieur le Président

Allez-y quand même.

Bernard TRAVIER

Concernant Monsieur Grand, j'ai aussi lu la presse. Je trouve cela un peu triste : les dossiers seraient arrêtés. Je voudrais le rassurer. Qu'il retrouve un sommeil de sénateur, c'est-à-dire profond. Le projet du conservatoire avance très bien, comme nous allons bientôt l'expliquer devant la presse. En ce qui concerne nos élèves, en 2014, ils étaient 1 360. En 2017, ils sont 1 545. Pourquoi ? Parce que nous avons fait un effort considérable pour développer l'enseignement des musiques actuelles, du jazz, de la musique ancienne. Nous avons obtenu le label, qui a été renouvelé, haut la main et sans aucune difficulté. Je voudrais donc rassurer notre sénateur : tout va bien au conservatoire et dans d'autres lieux dédiés à la culture. Cette délibération ne présente aucune particularité. Nous la renouvelons chaque année avec le festival de jazz de Marciac, le plus connu dans toute l'Europe. Il s'agit encore d'un signe de bonne santé pour notre conservatoire, puisque nos élèves y sont accueillis. Merci.

Monsieur le Président

Rassurez-moi : la médiathèque de Castelnau n'est pas en panne, n'est-ce pas ?

Bernard TRAVIER

Cette question concernant la médiathèque de Castelnau vient à point. Elle n'est pas en panne. Mais nous aimerions que la commune de Castelnau complique un peu moins la vie des entreprises, car cela alourdi la facture. Il est des jours où les entreprises ne peuvent pas passer, ou qu'une grue n'est pas autorisée à tel ou tel endroit. Ce sont les citoyens de la métropole qui paient des surplus. J'ai été saisi à plusieurs reprises par les ingénieurs de la Métropole qui sont désespérés. Je voudrais rappeler que la commune de Castelnau a demandé à ce qu'une plaque spéciale en l'honneur d'Aimé Césaire soit fixée sur la médiathèque. Cela a coûté 25 000 euros. La Métropole a dit qu'elle était d'accord. Je demande un peu de bon sens et d'intelligence. Nous voulons terminer le chantier dans les meilleurs délais. Laissez les gens travailler et ne les harcelez pas. Cela est vraiment stupide.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Travier. Ma question n'était pas innocente. Mais je vous propose, à l'instar de la boulangerie de Grabels, que je visite de temps en temps de faire une réunion de chantier sur site. Je m'y rendrai pour voir le chantier de près et discuter avec les entreprises. Il s'agit de la meilleure façon de voir si le chantier a des difficultés ou si nous fonctionnons de façon normale. Je tiens beaucoup à cette médiathèque Aimé Césaire. Nous l'avons reconstruite dans un lieu formidable. J'ai assisté à la première pierre. Nous en parlerons, Madame Dardé, avec le maire de Castelnau. Peut-être a-t-il un autre avis. Depuis ce matin, j'entends des voix dissonantes sur Castelnau. Finalement, seul le maire peut répondre de façon claire. J'irai donc faire une réunion et j'inviterai le maire de Castelnau à la faire avec moi, ce qui est normal.

D'ailleurs, je voudrais apporter au maire de Castelnau, Monsieur Lafforgue, une bonne nouvelle. J'ai beaucoup réfléchi. J'avais l'intention, à un moment, de proposer au volleyball de quitter le gymnase de Castelnau pour se produire à Bougnol, sur le terrain du handball. Mais le maire actuel de Castelnau, Monsieur Lafforgue, a été tellement gentil et a tellement mis le cœur à l'ouvrage pour modifier les entraînements des petits, pour

pouvoir faire la place pour les joueurs professionnels, pour que tout le monde puisse utiliser le gymnase à des plages horaires intelligemment choisies, que j'ai changé d'avis. Donc le volley restera à Castelnau, au moins pour cette saison.

La parole est à Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, je me fais le porte-parole de Frédéric Lafforgue, maire de Castelnau, qui vous remercie de cette démarche, car il est sensible aux valeurs du sport, qui semblaient avoir été éloignées de la gestion de Castelnau ces dernières années. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je mets l'affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 47 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT PEDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE AVEC L'OPERA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. E. PETIT sort de séance.

Monsieur le Président

Monsieur Travier, Monsieur Cousquer, Madame Perez, Monsieur Marin, Madame Lévy-Rameau et Madame Kerangueven ne prennent pas part au vote. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : M. G. BARRAL, M. J.-L. COUSQUER, Mme S. KERANGUEVEN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme V. PEREZ, M. B. TRAVIER.

Souhaitez-vous ajouter quelque chose, Monsieur Rouilleault ?

Henri ROUILLEAULT

Il serait très bien que le maire de Castelnau soit membre du Conseil métropolitain. Il suffirait de quelques démissions.

Monsieur le Président

Je comprends. Monsieur Rouilleault, je vais répondre à votre question, non sur la forme mais sur le fond. Vous dites qu'une ville ici ne peut être finalement représentée que par son maire, même s'il y a d'autres élus qui travaillent avec lui. Rassurez-vous. Monsieur Lafforgue assistera le 4 à la prochaine conférence des maires, qui est le premier alinéa du pacte de confiance des maires. Ainsi, nous pourrons discuter de la tenue pérenne du volley dans le palais des sports de Castelnau.

René REVOL

Je voudrais juste dire qu'il serait souhaitable que la loi soit respectée et que la conférence des maires, ce qui était clairement indiqué dans la loi MAPTAM, soit réunie avant chaque Conseil métropolitain. Il s'agit de ce que nous invite à faire la loi. Je vois que nous n'avons pas respecté cela depuis le mois de septembre. Pour régler ce type de problème, la conférence des maires doit être convoquée dans le mois qui précède le Conseil métropolitain. Cela permettra à tous de pouvoir s'inscrire dans le débat.

Monsieur le Président

Elle sera invitée le 4 décembre.

AFFAIRE N° 48 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 49 : CULTURE - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION A LA COMMUNE DE CASTRIES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme L. ACQUIER sort de séance.

Monsieur le Président

Cette affaire est très importante, puisqu'il s'agit de la subvention de 400 000 euros au château de Castries.

Concernant la conférence des maires et la loi MAPTAM, je précise qu'il ne s'agit pas d'une obligation. Nous y sommes invités. En revanche, je l'ai installée comme premier alinéa du pacte de confiance des maires. Je suis donc allé plus loin que la loi MAPTAM.

Je reviens sur le sujet du château de Castries. Lors des derniers vœux, Monsieur le Maire de Castries, vous avez eu l'amabilité et la gentillesse de m'inviter à Castries. Je m'y suis rendu et je vous ai fait trois promesses, devant les Castriotes réunis, qui étaient au moins 2 000.

Monsieur Véra, vous ne m'avez jamais invité à Saussan. Je vous ai déjà dit que si vous m'invitez, je viendrai pour les vœux.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, vous m'avez fait trois promesses. La première est de participer à la rénovation du château de Castries. Cela figure dans le CPER. Vous avez défendu le dossier à ce niveau. Nous allons pouvoir annoncer que le Conseil municipal se réunit demain pour lancer l'appel d'offres. Nous allons avoir votre notification de subvention, ainsi que celle de la Région en décembre. Nous avons déjà celle de l'État. Il s'agit de la première tranche. Cette opération va coûter dans les 3,6 ou 3,7 millions d'euros et va durer trois ans.

La deuxième promesse était que le contournement de Castries se ferait. Vous êtes venu au mois de septembre pour donner le premier coup de pelle. Je regrette que ce soit moi qui ai eu les honneurs dans le journal.

Monsieur le Président

Il s'agit d'un détail.

Gilbert PASTOR

Cela avance très bien et assez vite. Si cela continue ainsi, nous pourrions peut-être l'ouvrir avant l'été. Il était prévu dix mois de travaux et je pense que nous tiendrons les délais.

La troisième promesse, que je rappelle avec plaisir, est qu'il n'y aurait pas de troisième casier à Castries. Jusqu'à présent, toutes les promesses sont tenues. Je vous en remercie.

Vous avez par ailleurs réalisé quelque chose que vous n'aviez pas promis, à savoir la rénovation de la déchetterie de Baillargues-Castries, qui va rouvrir la semaine prochaine je crois.

Monsieur le Président

Il s'agissait aussi de la station d'épuration et de l'aire pour les gens du voyage.

Monsieur le Maire de Castries, au moment où je suis venu participer aux vœux à Castries, étiez-vous vice-président ?

Gilbert PASTOR

Non, Monsieur le Maire.

Monsieur le Président

Cela ne vous donne-t-il pas à réfléchir ? Nous parlons aux communes, aux maires des communes. Le problème de la vice-présidence est déconnecté. Il s'agit d'un problème d'argent et de fidélité dans l'exécutif. Monsieur Bonnal demande la parole.

Pierre BONNAL

Il me semble que nous étions tous les deux conseillers généraux lorsque les travaux de déviation à Castries ont commencé. J'en veux pour preuve la campagne électorale dans le canton du Crès. Je regrette que le maire de Saint Geniès, conseiller départemental, ne soit plus là. Cela avait démarré. Le fait que vous vous soyez engagé à poursuivre était la moindre des choses.

Monsieur le Président

Monsieur Bonnal, je ne vous ai jamais entendu dire publiquement que l'ancien président du Conseil général les avait arrêtés.

Pierre BONNAL

Non.

Monsieur le Président

Moi, je l'ai dit. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, je ferai l'historique du contournement de Castries le jour de son inauguration. Cela sera croustillant.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Pastor. Vous me l'aviez promis autrefois, et vous ne l'aviez pas fait.

Gilbert PASTOR

Je n'avais pas voulu le faire avant. Je le ferai à la fin, en coupant le ruban.

Monsieur le Président

En coupant le ruban, vous donnerez tous les détails de l'affaire du contournement de Castries. Qui a agi et quelles ont été les réalisations depuis quinze ans ? Savez-vous Monsieur Bonnal ce que je ferai ce jour-là ? Regardez.

Amusement des élus.

AFFAIRE N° 50 : CULTURE - CONVENTION DE GESTION AVEC LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE MONTPELLIER RELATIVE AU PROJET PEDAGOGIQUE DEMOS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. E. PETIT entre en séance ;

Mme P. DANAN sort de séance ;

M. J-F. AUDRIN sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 51 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - ÉQUIPEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS - UTILISATION PONCTUELLE DES LOGES ET DE L'ESPACE DE RECEPTION DU STADE D'HONNEUR DU COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR - TARIFS DE LOCATION - ADOPTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme L. ACQUIER entre en séance.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, nous sommes sollicités par des associations ou des sociétés qui souhaitent utiliser les espaces de réception et les loges du stade d'honneur du complexe Yves-du-Manoir pour y organiser des événements divers, tels que des séminaires, des rencontres, des salons et des congrès. Dans cette perspective, il convient donc de fixer des tarifs de location de ces espaces du stade d'honneur. Il s'agit : pour la grande loge, dont la capacité est de 30 places, de 150 euros TTC par heure ; pour la moyenne loge, dont la capacité est de 18 places, de 125 euros TTC par heure ; pour la petite loge, dont la capacité est de 12 places, de 100 euros TTC par heure ; pour l'espace de réception et l'annexe, de 350 euros TTC par heure. Une caution de l'ordre de 1 000 euros sera applicable. Ces tarifs comprennent quand même l'éclairage et le chauffage. Nous aurons aussi la possibilité d'accorder la gratuité pour des manifestations d'intérêt général.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? En votre nom à tous, je suis allé féliciter dans les vestiaires l'autre fois, en compagnie du président Mohed Altrad, l'équipe de Montpellier qui venait de battre sévèrement Toulouse. Ils ont ensuite perdu lamentablement 23 à 0 face au Racing. Mais l'essentiel a été fait. Ils restent premiers au Top 14. Je pense, et je l'ai dit dans les vestiaires, que nous avons cette année une équipe susceptible de gagner le bouclier. Nous devons la soutenir.

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 52 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - ASSOCIATIONS SPORTIVES - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - FOND SPECIAL SPORT - CONVENTION D'ATTRIBUTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme P. DANAN et M. R. YOUSSEUS entrent en séance.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'abord d'un soutien financier à Montpellier Hérault Beach Soccer. Je rappelle qu'ils sont basés à Montpellier. Ils ont fini à la troisième place du championnat de France en 2016. Ils sont vice-champions de France en 2017. Ils sont appelés à jouer des compétitions de niveau européen. Comme ils vont porter le maillot avec l'étoile de la Métropole, je vous propose une aide financière de 1 500 euros.

Il s'agit ensuite d'un soutien financier à Montpellier Athletic Méditerranée Métropole, avec Mamadou Kassé Hann. Il s'entraîne au stade Philppidès. Je vous rappelle que cet athlète a été vainqueur de l'épreuve 400 mètres haies lors des championnats de France en 2017. Il a été vainqueur de sa série aux championnats du monde d'athlétisme de Londres en avril 2017. Donc je vous propose une aide financière de 2 000 euros pour Mamadou Kassé Hann.

Il s'agit enfin d'un soutien financier au comité départemental de l'Hérault handisport. Il est question d'un réajustement d'une aide financière que nous leur avons déjà octroyée, de 550 euros.

Nous adressons encore toutes nos félicitations à Mamadou Kassé Hann.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meissonnier. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Puisque vous parlez d'étoile, nous allons aider le horseball de Saint Georges d'Orques. Il existe une équipe féminine de horseball où figurent plusieurs championnes de France. Elles m'ont demandé de porter glorieusement l'étoile de la Métropole sur leur maillot. Cela m'a fait plaisir. Lorsque nous voyons certaines équipes de très haut niveau, nous cherchons l'étoile alors que nous finançons le plus. L'autre fois, pour ce qui est du rugby, j'ai précisé que l'étoile était un peu petite. Ils avaient déjà envoyé les maillots à floquer. Ils m'ont

répondu que si j'étais d'accord ils allaient mettre l'étoile sur le ballon. J'ai dit que cela serait parfait. Les ballons ont maintenant l'étoile en couleur de la Métropole. J'ai apprécié. Monsieur Raymond demande la parole.

Joël RAYMOND

Il existe un très bon club de horseball à Sainte-Jean-de-Cornies, qui regroupe des jeunes champions de France, qui viennent de communes comme Saint-Drézéry ou Buzignargues.

Monsieur le Président

J'entends bien, mais où se trouve le club ? À Saint-Jean-de-Cornies. S'il était à Montaud, je n'hésiterais pas une minute. Essayez de l'attirer.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Joël, je voulais te rappeler que Saint-Drézéry accompagne le horseball de Saint-Jean-de-Cornies, puisque la présidente est saint-drézérienne. Je le fais, même lorsque les associations sont hors de Saint-Drézéry. Il n'est pas sûr que Montaud le fasse.

Joël RAYMOND

C'est très bien. Je suis favorable à cela.

Monsieur le Président

Y a-t-il des personnes de Montaud qui jouent dans l'équipe de Saint-Jean-de-Cornies ?

Joël RAYMOND

Je ne sais pas quoi vous répondre.

Monsieur le Président

Il y a des personnes de Montaud, mais il ne les accompagne pas. Voilà ce que cela veut dire.

AFFAIRE N° 53 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE - SOCIETE CROC AU BAIN - AVENANT N°5 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA sort de séance.

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 54 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - COURNONTERAL - STATION D'EPURATION INTERCOMMUNALE GAIA - REHABILITATION DE LA FILE 2 - VALIDATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX ET DEMANDE D'AIDE FINANCIERE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. BALAZUN sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

La parole est à Jackie Galabrun-Boulbes

Jackie GALABRUN-BOULBES

Il s'agissait d'une opération en deux phases. Il était nécessaire d'agrandir la station d'épuration de Cournonteral en la montant à 15 000 équivalents habitants. Dans une première étape, nous avons laissé la première partie d'environ 6 000 équivalents habitants. Nous avons construit une autre station, toute neuve, à côté.

Aujourd'hui, nous revenons sur la première partie, pour la réhabiliter. Il s'agissait d'une bonne opération, qui coûtait moins cher que le fait de refaire tout de suite une station d'épuration de 15 000 équivalents habitants.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée avec un vote contre.

AFFAIRE N° 55 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - SYSTEME DE COLLECTE DE LA STATION D'EPURATION MAERA - AMENAGEMENTS SUR LE BASSIN VERSANT UNITAIRE DU RUISSEAU DES VACHES - PROGRAMME DE TRAVAUX ET ENVELOPPE FINANCIERE - APPROBATION - DEMANDE D'AIDES FINANCIERES

Mme E. LLORET et M. H. ROUILLEAULT sortent de séance.

Jackie GALABRUN-BOULBES

L'idée est de remplacer le réseau unitaire de 600 mm de diamètre par un cadre de 3 m par 2 m, sur un linéaire de 250 m sous la rue Auguste Broussonnet.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur Revol.

René REVOL

Je profite de cette délibération sur l'épuration pour attirer l'attention de cette assemblée sur l'article 54 de la loi de finances, qui ponctionne les agences de l'eau de plus de 400 millions d'euros. Les différentes agences de l'eau à l'échelle nationale ont donc décidé de baisser de 25 % leurs primes dirigées vers les stations d'épuration de différentes collectivités. En tant que Métropole, nous devrions alerter les parlementaires et le gouvernement sur l'effet désastreux de cette baisse de 400 millions d'euros. Je vous rappelle que les ressources de l'agence de l'eau sont financées par les redevances, qui sont payées par chacun des usagers. Dans la définition de ces redevances, il est précisé qu'elles ne doivent être utilisées que pour tout ce qui concerne l'eau. Or il s'agit ici d'une pure ponction qui vient compenser le déficit de l'État. Un recours au Conseil constitutionnel se prépare, avec de nombreuses collectivités. Nous pouvons souligner ici que sans les primes à l'épuration, nos stations d'épuration ne pourraient pas fonctionner aussi bien qu'elles fonctionnent. Craignons cette évolution et essayons d'agir pour que cela n'aille pas dans ce sens. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur Revol, je partage votre analyse. Si vous en êtes d'accord, j'écirai à l'ensemble des députés de l'Hérault pour leur demander d'agir en ce sens.

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Jean-Pierre MOURE

Dans le prolongement des propos de Monsieur Revol, nous avons évoqué cette question lorsque nous avons traité de la GEMAPI. Nous disions que nous ne devons pas être naïfs et qu'il existait derrière, à terme, un désengagement de l'État, via aussi la baisse des interventions des agences de l'eau.

Monsieur le Président

Absolument. Nous avons bien fait de la voter.

AFFAIRE N° 56 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA REGIE DES EAUX ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE RELATIVE AU RENOUVELLEMENT DES CANALISATIONS ROUTE DE BOIRARGUES SUR LA COMMUNE DE LATTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. N. SEGURA et H. ROUILLEAULT entrent en séance ;

M. A. EL KANDOUSSI sort de séance.

Monsieur le Président

Madame Illaire, Monsieur Calvat, Madame Marion, Madame Clarac, Madame Donada, Monsieur Du-dieuzère, Madame Galabrun, Monsieur Breysse, Monsieur Krzyzanski, Madame Lloret, Monsieur Lussert, Madame Roussel, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Savy et Madame Fourcade ne prennent pas part au vote.

Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : M. T. BREYSSE, M. R. CALVAT, Mme C. CLARAC, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme R. ILLAIRE, M. P. KRZYZANSKI, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, Mme C. MARION, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. J.-L. SAVY.

AFFAIRE N° 57 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VERSEMENT DE LA DOTATION INITIALE

Mme E. LLORET entre en séance.

Monsieur le Président

Madame Illaire, Monsieur Calvat, Madame Clarat, Madame Donada, Monsieur Dudieuzère, Madame Galabrun, Monsieur Breysse, Monsieur Krzyzanski, Madame Lloret, Monsieur Lussert, Madame Roussel, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Savy et Madame Fourcade ne prennent pas part au vote.

N'ont pas pris part au vote : M. T. BREYSSE, M. R. CALVAT, Mme C. CLARAC, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme M. FOURCADE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme R. ILLAIRE, M. P. KRZYZANSKI, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. J.-L. SAVY.

AFFAIRE N° 58 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - COMMUNE DE PEROLS - ETUDE PREALABLE A LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE DU PATRIMOINE BATI SOUMIS AU RISQUE INONDATION PAR RUISELLEMENT PLUVIAL - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS AVEC LA COMMUNE - AUTORISATION DE SIGNATURE

*M. A. EL KANDOUSSI entre en séance ;
Mme B. ROUSSEL-GALIANA sort de séance.*

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'une délibération que le Conseil avait pris le 22 février 2017 pour réduire la vulnérabilité à la parcelle du patrimoine bâti au ruissellement pluvial à Pérols – les mots importants étant « à la parcelle » et « pluvial ». La somme retenue était de 72 000 euros TTC, c'est-à-dire 60 000 euros HT. La Métropole finançait la moitié, soit 30 000 euros. Cette délibération va permettre à la Métropole de se voir rembourser une partie de sa dépense par la commune de Pérols via le versement d'un fonds de concours qui, sur le principe, ne peut dépasser la participation de la Métropole. Autrement dit, les 30 000 euros seront divisés en deux : 15 000 euros pour la Métropole et 15 000 euros pour la commune de Pérols. Le Conseil municipal de Pérols a déjà approuvé ce fonds de concours par une délibération. Il est donc demandé au Conseil d'approuver ce versement de fonds de concours par la commune de Pérols et d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention qui va régler tout cela.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 59 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - PROGRAMME D'ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS (PAPI) SUR LE BASSIN VERSANT DE L'ETANG DE L'OR - PROJET DE CONVENTION CADRE POUR LES ANNEES 2018 A 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit d'approuver le futur PAPI de l'étang de l'or, comportant plusieurs actions sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Madame Galabrun-Boulbes, Madame Jannin, Madame Illaire, Monsieur Jaoul, Monsieur Meissonnier, Monsieur Rico, Monsieur Lussert, Monsieur Pastor, Monsieur Dudieuzère, Monsieur El Kandoussi et Monsieur Moynier ne prennent pas part au vote.

Qui demande des explications complémentaires sur le PAPI 2 à Monsieur Lussert, Vice-Président ?

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. J.-M. LUSSERT, M. J.-L. MEISSONNIER, M. G. PASTOR, M. J.-P. RICO

AFFAIRE N° 60 : TRANSPORTS ET MOBILITE - PLAN DEPARTEMENTAL D'ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE DE L'HERAULT - ADOPTION DE L'ITINERAIRE "LE RESEAU VERT" SUR LES COMMUNES DE SAINT GENIES DES MOURGUES, CASTRIES, CLAPIERS, MONTFERRIER-SUR LEZ ET PRADES-LE-LEZ

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications du rapporteur et vice-président Jean-Pierre Rico ? Il représentera la Métropole à Perpignan pour la LNMP dans l'Assemblée Régionale de soutien à la ligne. Je ne pourrai pas y être, donc Jean-Pierre nous représentera.

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 61 : TRANSPORTS ET MOBILITE - AVENANT N°10 A LA CONVENTION DE DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS URBAINS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit d'un avenant pour prolonger de six mois le contrat actuel de délégation de service public.

Monsieur El Kandoussi, Monsieur Cousquer, Monsieur Savy, Madame Miralles, Madame Dasylda, Monsieur Krzyzanski et Monsieur Boumaaz ne prennent pas part au vote.

Qui veut des explications auprès de Jean-Pierre Rico ? Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : M. D. BOUMAAZ, M. J.-L. COUSQUER, Mme T. DASYLVA, M. A. EL KANDOUSSI, M. P. KRZYZANSKI, Mme P. MIRALLES, M. J.-L. SAVY.

Monsieur Rico, vous avez demandé la parole.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, je profite de ces délibérations pour vous informer que Montpellier Méditerranée Métropole et la TaM ont obtenu le deuxième prix, ex-aequo, du concours Lumières. Cela concerne le parcours lumière du bouclage de la ligne 4 du tramway.

Pour information, le premier prix a été décerné à la Ville de Vernon, dans l'Eure, pour la mise en lumière du Château des Tourelles. Le deuxième prix ex-aequo a été gagné par la Ville de Châlons-en-Champagne pour son parcours sur le Mau et le Nau. Le troisième prix a été gagné par la Ville de Strasbourg pour l'illumination de la Cathédrale Notre Dame. Ce prix vient donc récompenser la TaM, Nous allons vous remettre ce prix solennellement.

Monsieur le Président

Merci et bravo. J'en profite pour dire que le jour de cœur de ville en lumière, nous illuminerons une façade supplémentaire sur le trajet de la ligne 4 : celle de la Tour de la Babote.

AFFAIRE N° 62 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA METROPOLE ET LES COMMUNES DE BAILLARGUES, BEAULIEU, CASTRIES, SAINT GENIES DES MOURGUES ET SAINT JEAN DE VEDAS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

*Mme B. ROUSSEL-GALIANA entre en séance ;
M. T. DEWINTRE sort de séance.*

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès du rapporteur et vice-président, Pierre Dudieuzère ? Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 63 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION POUR LA MISE A DISPOSITION DE DONNEES NUMERIQUES GEOREFERENCEES RELATIVES A LA REPRESENTATION A MOYENNE ECHELLE DES OUVRAGES DE DISTRIBUTION DE GAZ - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des précisions à Pierre Dudieuzère ? Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 64 : HORS COMMISSION - COMMISSIONS DE LA METROPOLE - COMPOSITION - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 65 : HORS COMMISSION - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM - CREATION D'UNE FILIALE - AUTORISATION

Monsieur le Président

Madame Miralles, Madame Dasylya, Monsieur Boumaaz, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Cousquer, Monsieur Savy, Madame Perez et Monsieur Krzyzanski ne prennent pas part au vote. Qui demande des explications au rapporteur, Jean-Pierre Rico ? Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Se sont abstenus : Mme J. FRÊCHE, M. H. MARTIN, M. J.-P. MOURE.

N'ont pas pris part au vote : M. D. BOUMAAZ, M. J.-L. COUSQUER, Mme T. DASYLVA, M. A. EL KANDOSSI, M. P. KRZYZANSKI, Mme P. MIRALLES, Mme V. PEREZ, M. J.-L. SAVY.

AFFAIRE N° 66 : HORS COMMISSION - OUVERTURE DES MAGASINS LE DIMANCHE - LOI N°2015-990 DU 6 AOUT 2015 POUR LA CROISSANCE, L'ACTIVITE ET L'EGALITE DES CHANCES ECONOMIQUES - AVIS DE LA METROPOLE

*M. T. DEWINTRE entre en séance ;
Mme S. BOUALLAGA sort de séance ;
M. P. BONNAL sort définitivement de séance.*

Monsieur le Président

La parole est à Madame Marion.

Chantal MARION

Depuis la loi pour la croissance, l'attractivité et l'égalité des chances du 6 août 2015, les communes doivent définir le nombre des dates d'autorisation d'ouverture dominicale des commerces de détail pour l'année à venir. Les dérogations sont collectives et prennent la forme d'un arrêté du maire, pris avant le 31 décembre pour l'année suivante, après consultation des représentations des salariés. Une délibération du Conseil municipal est nécessaire jusqu'à 5 dimanches par an. Une délibération de la Métropole puis une délibération du Conseil municipal sont nécessaires entre 6 et 12 dimanches par an. Nous avons demandé aux communes de faire leur proposition.

Pour que tout le monde soit d'accord, je vais vous rappeler les différences entre 2017 et 2018 pour chacune des communes concernées. Pour Juvignac, il n'y a pas de changement. Pour Lattes, 5 dates ont été rajoutées dans le secteur automobile. Je vous rappelle qu'il existe quatre secteurs : alimentation ; équipement de la maison (électroménager, TV, HIFI) ; équipement de la personne (culture et loisirs) ; automobile. Pour Pérols, les dates pour le secteur automobile passent de 7 à 6. Saint Jean de Vedas a demandé 12 dates dans le secteur de l'équipement de la maison au lieu de 7, et a demandé 6 dates dans le secteur automobile. Le Crès a demandé 10 dates au lieu de 9 dans le secteur de l'alimentation. Montpellier a demandé 5 dates dans le secteur automobile. Castries a demandé 11 dates dans le secteur de l'alimentation.

Monsieur le Président

Merci. Nous devons prendre acte de l'avis des communes. Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : M. H. MARTIN.

AFFAIRE N° 67 : HORS COMMISSION - TRANSFERT DES COMPETENCES DEPARTEMENTALES VOIRIES ET FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT - CONTINUITE DES SOLUTIONS INFORMATIQUES - CONVENTION AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 68 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU SEIN DE LA FACULTE DE LANGUES ET CULTURES ETRANGERES ET REGIONALES - UFR2 - UNIVERSITE PAUL VALERY - DESIGNATION

Monsieur le Président

Je vous propose la candidature de Madame Chantal Marion. Y a-t-il d'autres candidats ? Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 69 : CULTURE - MANDAT SA3M POUR LA REALISATION DU NOUVEAU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION

Monsieur le Président

Je ne prends pas part au vote et c'est Bernard Travier qui le présente. Y a-t-il des questions ? Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'a pas pris part au vote : Monsieur le Président.

Bernard Travier, quand retirons-nous la première pierre du Conservatoire ?

Bernard TRAVIER

Je pense que cela se fera après le 19 décembre.

Monsieur le Président

Nous déposerons la première pierre le 21 décembre à 12 heures, sur le terrain de l'ancienne Maternité. Nous commençons à démolir, puisque les permis de démolir ont été accordés.

AFFAIRE N° 70 : CULTURE - MANDAT SA3M POUR L'AMENAGEMENT D'UN CENTRE D'ART CONTEMPORAIN A L'HOTEL MONTCALM DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION

Mme S. BOUALLAGA entre en séance.

Monsieur le Président

Je ne prends pas part au vote.

Nous avons prévu l'ouverture du MOCO en juillet 2019.

Qui demande la parole ? Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'a pas pris part au vote : M. Philippe SAUREL.

Chers collègues, chers amis dans les tribunes, chers journalistes, vous êtes conviés au petit lunch à l'étage.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h44.